Vol. 3 No. 36 • Du 24 au 30 mars 2010 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Manifestasyon kont prezans Bush ak Clinton nan peyi Dayiti

Page 6

BUSH ET CLINTON VISITENT HAITI

Voir page 3



Haiti Liberté

De gauche à droite: Bill Clinton, René Garcia Préval et George W. Bush au Palais national au cours d'une conférence de presse



Manifestations devant la Croix Rouge américaine

Page 8

DES CONFÉRENCES POUR MAINTENIR LE STATU QUO!

Voir page 4



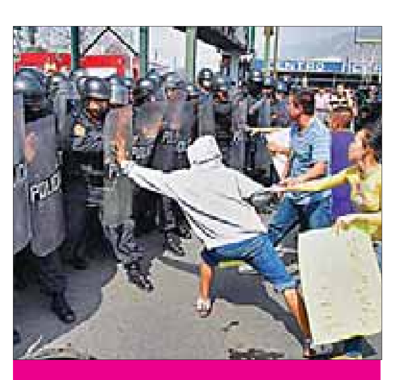
Jean Claudel Merismas

Du 15 au 17 mars 2010, était tenue en République Dominicaine, à l'hôtel Santo Domingo, une réunion sur la reconstruction d'Haiti, dite préparatoire à celle du 31 mars prochain à New York.



Lettre ouverte au Mouvement des Pays Non-Alignés

Page 10



Mexique: manifestation contre Felipe Calderon à Ciudad Juarez

Page 16

Editorial



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Notre position sur la question de reconstruction

Par Berthony Dupont

Ce n'aurait pas été une mauvaise idée si tant de gens, Haïtiens aussi bien qu'étrangers soient intéressés à la question de reconstruction d'Haiti ou de la capitale du pays, Port-au-Prince. Mais est-ce vraiment la reconstruction qui les préoccupe dans l'impasse actuelle ? Tout le monde s'attend à une recrudescence de la vie courante à savoir non seulement la rentrée scolaire mais aussi une amélioration de la misère des sinistrés qui déjà font face aux averses diluviennes de la saison, et l'on s'interroge à bon droit sur les intentions réelles et la marge de manœuvre de ce gouvernement ?

L'absence de confiance rend vaines toutes les promesses et toutes les velléités de ce régime privé de base populaire. Cependant pour sauver son image, face au mécontentement, il plonge tête baissée dans un océan de contradictions depuis le 12 janvier ne ressassant que son seul slogan de prédilection: celui de la reconstruction. Des conférences sont organisées, des plans et des projets circulent à travers tout le pays et même à l'étranger. Ce régime n'a même pas un programme clair et précis de gouvernement, c'est ce qui explique tous ses dérapages et son incapacité à gérer des crises aussi minimes qu'elles soient. Pourtant, dans une perspective de reconstruction, il a déjà mis sur pied un projet dénommé Plan d'action pour le relèvement et le développement national (PDNA). Qu'est ce qui suscite tant d'intérêts ? Pourquoi cette course à la montre, quand les besoins à court terme ne sont pas encore vraiment abordés, voire résolus ?

Signalons que l'OEA avait organisé sa conférence sur la reconstruction d'Haïti du dimanche 21 mars au 24 mars; l'Unesco elle-même entamera demain 24 mars son forum sur la reconstruction et les retombées de cette conférence seront présentées à la réunion du 31 mars prochain à New York. Combien grande semble être la sollicitude de la Communauté internationale à l'endroit du peuple haïtien ! Et si c'était vrai ?

Si le gouvernement haïtien voulait réellement reconstruire Haiti comme il le prétend, pourquoi tout d'abord par la filière de son ministère d'haïtiens à l'étranger, un foyer de sinécures du reste, n'a-t-il pas établi un recensement du nombre d'ingénieurs, architectes et autres cadres techniques haïtiens vivant à l'étranger et disposés à aller travailler pour le pays ? Et avec eux, il pourrait entamer des conférences et préparer ces haïtiens à participer à un vrai grand chantier, national, de reconstruction.

Non, tel n'est pas l'idéal gouvernemental. Selon le Premier ministre Bellerive, la reconstruction sera confiée à un comité mixte intérimaire composé d'un nombre égal d'Haïtiens et de membres de la Communauté Internationale. C'est pour prouver que ce monde de colonisés ne peut pas respirer sans l'oxygène de la Communauté internationale, et ce même Bellerive nous a fait savoir qu'après 18 mois ce comité sera transformé en une entité exclusivement haïtienne, qui aura pour nom « Agence haïtienne pour la reconstruction et le développement ». Quel fieffé menteur ! Car si les pays donateurs acceptent une telle proposition c'est du fait qu'ils ont déjà en poche leurs intérêts à savoir les richesses du pays. A ce sujet, on peut se rappeler que ce même Premier ministre a déjà laissé entendre au sujet du pétrole haïtien que c'est la réserve des Etats-Unis. Voyez donc à quelle enseigne nous sommes logés!

En vérité, ce document relatif à la reconstruction n'est autre chose qu'une photocopie du plan de la DSCNR (Document stratégique national pour la croissance et la réduction de la pauvreté) de façon à assurer la continuité du plan néolibéral au même titre que la loi Hope, et puis voilà qu'on nous parle de Reconstruction. Voyons ! Qu'est ce qu'on va reconstruire si ce n'est la sous-traitance qu'on va établir ? Par ailleurs, qui sont-ils ceux-là qui sont allés à Santo Domingo pour nous concocter ce plan? Les mêmes représentants des puissances impérialistes qui nous oppriment depuis notre indépendance. Il s'agissait en l'occurrence de la secrétaire d'État des États-Unis, Mme Hillary Rodham Clinton, le ministre français des Affaires étrangères et européennes, M. Bernard Kouchner, le ministre brésilien des Affaires étrangères, M. Celso Amorim, le ministre chilien des Affaires étrangères, M. Mariano Fernández Amunátegui, le ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine, M. Carlos Morales Troncoso, la secrétaire aux Affaires étrangères du Mexique, Mme Patricia Espinosa Cantellano, et le ministre des Affaires étrangères du Pérou, M. Antonio García Belaúnde et Mme Helen Clark, administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement pour ne citer que ceux-là. Eux et leurs alliés qui nous ont fait tant de mal pendant les quatre derniers siècles et qui se présentent encore comme les seuls capables de nous aider. Ma parole !

C'est dans cette perspective que nous avons jugé nécessaire d'adresser une lettre aux pays non-alignés (Voir page 10) pour solliciter leur solidarité contre cette mascarade de réunions que le Président haïtien a entérinée. Préval, ce sous-homme, ce dirigeant sans aucun scrupule qui non seulement a qualifié la visite de l'équipe Clinton-Bush d'historique mais également a indiqué que la honte de New York, soit la réunion de ce 31 mars, serait l'occasion pour son gouvernement d'être « *le porte-parole de toute une nation unie et solidaire présentant d'une seule voix sa vision, ses choix et les orientations stratégiques qu'elle a décidé de suivre pour sa reconstruction* ». Il semblerait que les protagonistes soient déjà prêts à rebâtir, non, à « *refonder le pays* », pour reprendre les termes mêmes de Préval. Tout récemment, ce dernier s'était fait le défenseur de la production nationale citée sans doute dans le plan de «reconstruction». Mais ce n'est que pure parade car dans ce plan il n'est même pas fait allusion à une quelconque réforme agraire.

A travers donc ce plan nommé PDNA, l'unique but de ces réunions semble être de favoriser la bourgeoisie, en permettant le développement des usines de sous-traitance sur grande échelle dans le pays, renforcer les privilèges des nantis, continuer la corruption et freiner tout vrai plan de reconstruction nationale sérieuse avec l'aide des vrais amis d'Haïti.

Quand donc finirons-nous par mettre un terme à ces mascarades publiques, afin que les peuples du tiers monde nous viennent en aide, afin que le peuple haïtien mobilise ses énergies, et consacre ses ressources à la défense de son pays, pour que ne se répète plus l'épouvantable tragédie du 12 janvier 2010 ?

Bush et Clinton visitent Haïti

Par Hervé Jean Michel

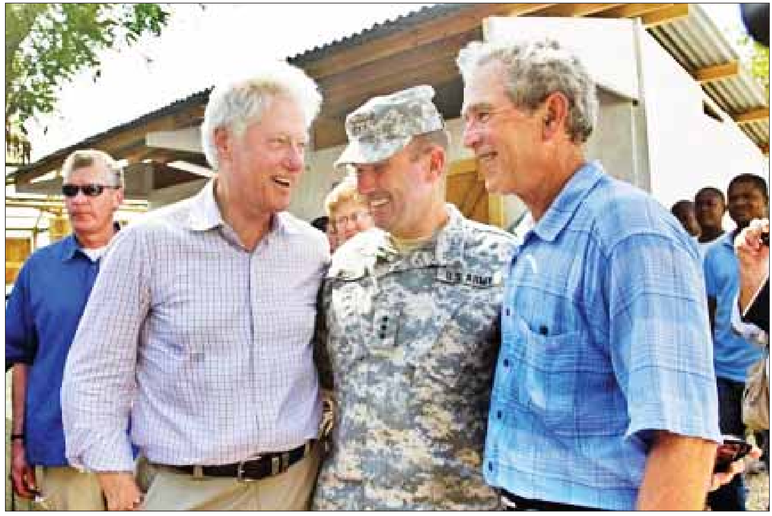
Une délégation étasunienne, composée de William J. Clinton et de George W. Bush, est arrivée en Haiti, précisément dans la capitale haïtienne le lundi 22 mars 2010. Selon les émissaires, il s'agit d'une mission d'évaluation, pour pouvoir mieux comprendre les problèmes engendrés par le séisme. *« Notre mission est d'aider à colmater les brèches au niveau humanitaire, créer des emplois et encourager l'entreprenariat, parce que nous pensons que les petites et moyennes entreprises aideront à revitaliser l'économie de ce pays. Nous nous sommes rendus compte de l'ampleur de la catastrophe. C'est une chose de voir cela à la télévision et c'en est une autre de le voir de ses propres yeux. C'est pourquoi à notre retour, nous allons expliquer la situation aux Américaines et Américains »*. De la pure hypocrisie, du pur cynisme. Bush a tué beaucoup plus de gens en Iraq, en Afghanistan, et en Haiti que le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Feignant la tristesse face à la situation des sans abris, l'ex-président des Etats-Unis, George Bush, celui qui après le 11 septembre 2001, l'attentat criminel contre certains objectifs économiques du pays, a fabriqué sa liste d'Etats voyous, histoire de s'attaquer à des gouvernements qui refusent de se plier à la dictature de l'impérialisme étasunien. Bush a envahi l'Iraq, l'Afghanistan et Haiti ; dans ce dernier pays il a kidnappé le président « démocratiquement » élu et a fait sombrer le pays dans la violence, la mort et la misère.

Clinton en cette circonstance s'était fait, comme à l'accoutumée, le défenseur farouche de la loi Hope votée par le congrès étasunien, sous l'administration Bush pour renforcer le néolibéralisme dans les pays dominés, spécifiquement en Haiti. Selon l'ex-chef d'Etat étasunien, des possibilités existent pour la création de 100.000 emplois en dynamisant la loi Hope, qui accorde des privilèges fiscaux aux produits de la sous-traitance aux Etats-Unis d'Amérique. *« Je crois que gérer les urgences à court terme c'est quelque chose, mais tout ceci n'est rien, à moins que notre conférence des bailleurs au siège des Nations Unies à New York le 31 mars, ne soit une réussite. Pour le moment, le plus important, c'est de voir les Haïtiennes et les Haïtiens cesser de vivre au jour le jour, mais plutôt de mois en mois et de s'assurer qu'ils vont pouvoir manger, s'occuper de leurs enfants, trouver une aide médicale »*, a déclaré Clinton qui compte plusieurs missions à son actif en Haïti depuis sa nomination par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon.

Au cours de la conférence conjointe du 22 mars 2010,le président de la République d'Haiti, René Préval, a déclaré « *que la visite de Clinton/Bush est historique*» tout en saluant le prétendu effort humanitaire d'Obama en Haiti. Il est clair qu'une telle manière de voir les choses, témoigne chez notre président de l'insouciance, de l'inconscience et de l'anti-patriotisme, tant il est vrai que, face à la catastrophique situation humanitaire d'Haiti, Obama a répondu de manière militaire. En témoignent les plus de 20.000 marines et tout un arsenal de guerre délégués en Haiti, comme réponse et contribution de la superpuissance étasunienne.

Le 12 janvier 2010 a favorisé l'impérialisme étasunien. Face à la grande tribulation du peuple haïtien, privé d'un gouvernement responsable, un gouvernement qui a tout fait pour faciliter l'implantation du néolibéralisme en Haiti, pour le renforcement de l'exclusion sociale et l'affaiblissement de l'Etat, l'impérialisme en a profité pour imposer définitivement sa loi du talion.

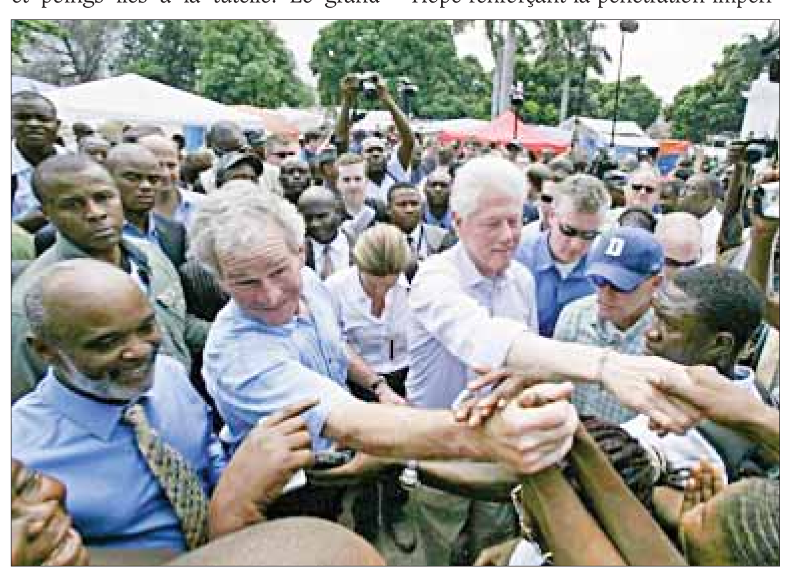


Clinton, Bush et un militaire des forces occupantes des Etats-Unis en pays conquis

Le président haïtien ne jure que par la loi Hope, une loi condamnant l'économie haïtienne à la vassalité et à la mendicité, livrant le pays pieds et poings liés à la tutelle. Le grand drame d'aujourd'hui est que la montée triomphale des forces conservatrices d'exclusion et la grande misère ambiante, suite au catastrophique tremblement de terre du 12 janvier, désarticulent, démobilisent les énergies créatrices des masses populaires. Malgré tout, des militants lavalassiens et les employés des entreprises publiques victimes du néolibéralisme, ont manifesté leur présence au Champs de Mars. L'imposant dispositif des forces de sécurité, incluant des agents des services d'espionnage des Etats-Unis, n'a pas fait taire les revendications qui fusaient de toutes parts et des pneus brûlaient aux alentours du palais national. Ils ont exigé le retour du président Aristide en Haiti et ont fustigé Bush et Préval.

Le militant René Civil a critiqué l'attitude de René Préval, sa politique d'exclusion et son refus du retour du président Aristide en Haiti. Il a dénoncé la gestion par le gouvernement du dossier des sans abris. René Civil a rappelé au peuple haïtien le rôle des Bush : père et fils, dans le drame haïtien d'hier et d'aujourd'hui. Les deux ont travaillé à la déstabilisation d'Haiti, créant ainsi une situation de misère structurelle. Les coups d'Etat des 29-30 septembre 1991 et de 29 février 2004, ont ensemencé la violence, la division, la haine et la mort dans le pays. *« Si Aristide était présent au pays, cela ne signifie pas qu'il n'y aurait pas de tremblement de terre. Cependant la situation ne serait pas ainsi. Dans la reconstruction dont il est question, Aristide aurait défendu la part du peuple. Quand bien même le secteur privé et le secteur public sont partis intégrants, le peuple n'aurait pas été exclu. Sa voix aurait défendu les légitimes revendications des sans voix »*.

Face à la grave situation d'Haiti, la prétendue solution de l'impérialisme qui passe par le néolibéralisme, ne saurait être une réponse adéquate. La loi Hope renforçant la pénétration impérialiste dans la division internationale du travail (création d'emplois dans la sous-traitance du textile pour générer d'énormes profits pour les multinationales et des salaires de misère pour les travailleurs) ne saurait résoudre les multiples problèmes socio-économiques qui écrasent le peuple haïtien. Face au sous-développement provoqué par le colonialisme et le néocolonialisme, Haiti doit répondre par une économie d'intégration sociale, une économie apte à répondre aux multiples besoins du peuple. Haiti doit construire une économie non au service des exploiteurs d'ici et d'ailleurs, mais une économie profitable à tous les Haïtiens.



De gauche à droite Préval, Bush et Clinton, malheur à ceux qui croient que le gouvernement des Etats-unis est sincère, qu'il apportera des solutions claires au drame d'Haiti

Construire une économie propre aux Haïtiens, c'est-à-dire apte à satisfaire les besoins sociaux dans un même temps, requiert une autonomie. Haiti ne pourra jamais sortir de cette situation, si les structures appauvrissantes sont sauvegardées, si les capitalistes continuent à dominer la société par leur philosophie et leur pratique d'une économie axée sur la recherche du profit maximum. Aujourd'hui, Dans la lutte pour la reconstruction ou la refondation, comme les maîtres de ce pays se plaisent à le dire, la grande interrogation reste : quelle société construire ? Est-ce la société d'exploitation, d'exclusion, du sous-développement, la société néo-colonisée et dépendante ?

La société actuelle, telle qu'elle est avec ses structures d'exploitation, de domination, pareille à la société d'apartheid, ne saurait être porteuse de profondes transformations sociales : de développement, d'intégration sociale et d'épanouissement socio-économique. C'est un mensonge absolu quand Clinton et Bush prônent une transformation des conditions socio-économiques du peuple haïtien par des prétendus emplois dans la sous-traitance par le biais de la loi Hope. Une économie transformatrice des conditions sociales et économiques des masses laborieuses, doit être élaborée par un gouvernement responsable, respectueux non seulement de la constitution du pays, mais aussi des droits de tous les citoyens.

Ce ne sont pas les impérialistes et leurs laquais toujours à la recherche du profit maximisé, qui construiront une économie humaine. Du colonialisme mercantile, l'humanité vit aujourd'hui en plein dans le néocolonialisme libéraliste. Il est vrai que le stade esclavagiste est anachronique et incompatible avec les structures capitalistes modernes, il reste néanmoins que dans certains pays, comme Haiti, la recherche du profit maximum pousse la bourgeoisie sous-traitante à violer toutes les règles humanitaires, tenant compte de la faiblesse des législations institutionnelles et de la corruption régnante.

La reconstruction d'Haiti dont il est question ici, dans cette Haiti corrompue et agenouillée, n'est autre qu'une affaire d'enrichissement hic et nunc. Regardons la prétendue aide humanitaire : quelques sacs de riz, quelques tentes et autres commodités qui devraient aider les sinistrés à se battre contre les intempéries et contre la totale privation ! Ceux qui reçoivent un minimum sont chanceux et n'auront même pas des miettes quand le gâteau sera partagé. Les milliards dont il est question pour ladite reconstruction, sans qu'ils ne soient des milliards concrets, décaissés, agitent déjà des groupes d'intérêts traditionnels. C'est dire que les laissés pour compte ne doivent rien espérer, même pas des miettes.

Alors, George Bush, après son crime du 29 février 2004, a souillé le sol d'Haiti, cette terre symbole de la lutte anti-esclavagiste, anti-colonialiste et anti-apartheid. Tous ceux qui souffrent aujourd'hui en Haiti, devraient cultiver une pensée haineuse contre cet assassin de l'espoir, qui a fait couler tant de sang, tant de larmes et a enfanté tant de douleur, de tristesse et de souffrance. Nombreux sont ceux qui se sont réjouis du coup d'Etat/kidnapping du 29 février 2004, mais, ils l'ont payé de leur vie, ont souffert dans leur corps, ont connu des déficits matériels.

Malheur à ceux qui croient que les Etasuniens sont sincères, qu'ils apporteront des solutions claires au drame d'Haiti. Les impérialistes aident toujours à détruire, à s'autodétruire, mais jamais à construire, jamais à transformer, à transformer les revers en succès.

Quatre morts et trois blessés dans une secousse sismique au Cap-Haïtien

Par Jackson Rateau

Dans la nuit du samedi 20 mars dernier, vers 10 h 45 PM, une secousse tellurique dont la magnitude n'est pas déterminée a légèrement secoué la ville du Cap-Haïtien, plus particulièrement, le village Christophe dans la localité de Vertières, faisant 4 morts et 3 blessés. Sont morts sur place Mme Marcelin Jean et Windy Jean. Les cadavres de Maryse Jean et Harry Jean, habitant la même maison, ont été extraits des décombres le dimanche 20 mars 2010. Tandis que Jean Mirville et sa femme qui occupaient le 4e étage de l'immeuble étaient sortis sain et sauf. Notons que la maison logeait au moins 10 personnes. « *La maison qui a cédé sous son poids a bloqué toutes les issues qui permettraient aux sauveteurs de pénétrer avec un backhoe loader. Donc ils n'ont pas pu récupérer à temps les victimes* », a expliqué un riverain, témoins de la scène.

Quant aux blessés, ils étaient transportés d'urgence à l'Hôpital Justinien du Cap où ils reçoivent des soins médicaux.

Par ailleurs, la même nuit du samedi 19 mars 2010, à 9 h 44 minutes et 28 secondes, plusieurs quartiers de Port-Au-Prince étaient sous l'effet d'une réplique de 3.8 magnitude sur l'échelle Richter. Dans la localité de Carrefour, sud de Port-Au-Prince, un mouvement de panique dû à cette secousse a provoqué une effervescence au sein de la population

Des conférences pour maintenir le statu quo !

Par Hervé Jean Michel

Du 15 au 17 mars écoulé, était tenue en République Dominicaine, principalement à l'hôtel Santo Domingo, une réunion sur la reconstruction d'Haiti, dite préparatoire à la réunion du 31 mars prochain à New York. A cette occasion, un comité mixte intérimaire formé d'Haïtiens et d'étrangers a été formé dont la mission consiste en la « reconstruction du pays » Cette rencontre disent les décideurs a été placée sous le *"haut patronage"* du président haïtien et co-présidé par le premier ministre Jean Max Bellerive et un représentant étranger nommé en la circonstance.

Dans le communiqué qu'il a rendu public le 8 mars, au lendemain de la rencontre de Saint Domingue, le premier ministre Bellerive a précisé que la *« reconstruction d'Haiti sera confiée à un comité mixte intérimaire composé d'un nombre égal d'Haïtiens et d'étrangers »*. Ce comité mixte intérimaire sera transformé en une entité totalement haïtienne *« Agence haïtienne pour la reconstruction et le développement »*.

3.8 Milliards de dollars sont prévus pour couvrir la première phase de reconstruction, selon les informations publiées par la primature. D'autre part, 350 millions de dollars sont prévus à titre d'apport au budget national, pendant tout le temps de la « reconstruction du pays » par des investissements privés étrangers.

Une délégation haïtienne présidée par le premier ministre Bellerive et composée entr'autres du ministre des Finances et de l'économie Ronald Beaudin, du ministre de l'Agriculture Joanas Gué et du gouverneur de la Banque centrale, Charles Castel avait participé à cette conférence. Etant donné que le gouvernement haïtien n'a aucun droit de gérer les fonds accumulés par les bailleurs de fonds, il est certain que les décisions prises au cours de ces réunions ne viennent aucunement des dirigeants haïtiens qui se félicitent d'ailleurs de l'appui budgétaire de 350 millions de dollars. Le premier ministre haïtien a évoqué la bonne gouvernance, la transparence pour justifier que les décideurs disent vouloir injecter 350 millions à titre d'appui budgétaire. Une réflexion on ne peut plus ridicule, compte tenu du rapport récemment publié par le Département d'Etat étasunien accusant le gouvernement haïtien et toutes les institutions qu'il contrôle de corrompu.

Alors, pourquoi cette ruse, ce faux-semblant de Bellerive, est-ce pour mieux flatter ses maîtres, est-ce pour se faire pardonner tous les péchés commis par le pouvoir ?

A Santo Domingo, au cours de cette réunion, le gouvernement dominicain et le secteur privé dudit pays, ont fait la promesse à Haiti d'un campus universitaire. Nul ne sait s'il s'agirait d'une institution à caractère lucratif ou bien d'une entreprise privée. Les Dominicains semblent vouloir apprendre aux élites haïtiennes que le développement d'un pays passe par l'université, pourvoyeuse du savoir et de la recherche scientifique et technique et non par des coups d'Etat qui enrichissent les minorités et appauvrissent les majorités. En tous cas, s'il s'avère que les élites dominicaines sont prêtes à faire ce don à leurs confrères de classe, espérant que les coups d'Etat pourraient ne pas trouver leur appui, comme ça a été toujours le cas dans le passé.

C'est sûr que ces fonds qui serviraient à la construction de ce campus universitaire, passeraient par la Banque mondiale, chargée par la conférence de Santo Domingo et aux bailleurs de fonds internationaux de gérer les fonds de reconstruction d'Haiti. C'est une évidence, malgré les apparences, malgré les hypocrisies, malgré son absolue soumission, aucune confiance n'est accordée au gouvernement haïtien.



Merismas Jean-Claudel

A Saint-Domingue, la délégation haïtienne était présidée par le premier ministre Jean-Max Bellerive (à gauche) du président de la République dominicaine Leonel Fernandez

Le 31 mars 2010, se tiendra à New York une conférence sur la reconstruction, peut être la dernière pour clôturer ces séries sur Haiti, depuis le coup d'Etat du 29 février 2004. Des conférences qui n'ont rien apporté de positif au peuple haïtien, souffrant de toutes les privations, par contre, qui ont renforcé le pouvoir politique et économique des minorités capitalistes.

La bourgeoisie haïtienne dans sa volonté de répondre présente *« au rendez-vous de la reconstruction d'Haiti »*, a convoqué un forum dénommé *« forum économique »* du secteur privé le dimanche 21 mars à Karibe Convention Center. Cette réunion organisée par la Chambre du Commerce et d'Industrie d'Haiti, ayant à sa tête Réginald Boulos, entendait fixer la position de cette élite dans la problématique de la reconstruction du pays.

Etaient présents au forum la bourgeoisie, la société civile et aussi le président Préval qui a prononcé un discours dans lequel il dit résumer sa vision de cette reconstruction : *« Nous refonderons la nation haïtienne en transformant la catastrophe du 12 janvier 2010 en une opportunité pour qu'Haiti devienne un pays émergeant d'ici 2030. Une société équitable, juste, solidaire et conviviale, vivant en harmonie avec son environnement, sa culture, une société moderne où l'Etat de droit, la liberté d'association et d'expression et l'aménagement du territoire établis »*.

Qu'est-ce qui empêche à monsieur le président l'accomplissement de tous ces beaux projets?

N'est-il pas au pouvoir ? N'est-il pas celui qui applique le plan néolibéral destructeur pour écraser le pays ?

C'eût été le paradis sur terre d'Haiti, si la bourgeoisie, l'impérialisme et vous monsieur le président, vous vous mettez tous à lutter pour l'avènement de ce règne ! Malheureusement, ce sont des vœux pieux, des paroles creuses, des réflexions que vous exprimez pour faire dormir les enfants. N'oubliez pas que votre gouvernement a renforcé les discriminations sociales, économiques et politiques dans le pays. Vous avez tout donné aux bourgeois, aux impérialistes et aux politiciens, tandis que les masses populaires souffrantes vous les regardez dans les yeux avec la haine au cœur, les excluant même des joutes électorales.

Si la bourgeoisie haïtienne a organisé son forum, c'est dans le but de ne pas rester en dehors du partage de ce gros gâteau de plusieurs milliards de dollars. Boulos ne voulant pas se laisser surprendre, a convoqué ce forum *« Nous apportons nos idées, notre énergie et nos rêves pour enrichir le plan de votre gouvernement, en vue d'aboutir à un plan de développement national réaliste et révolutionnaire »*.

Depuis quand la bourgeoisie haïtienne rêvait d'un projet révolutionnaire pour Haiti et aussi pour les misérables qui ont toujours vécu dans la misère et la tribulation ? Parce que des milliards de dollars sont en jeu, immédiatement ces bourgeois deviennent nationalistes, humanistes, que sais-je encore?

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010, brusquement a changé les consciences et les cœurs, justement parce qu'on refuse tout changement dans les choses et les consciences. L'illusion est fondée pour s'accaparer de la réalité pour en faire la sublimation du réel. Quant on sonde la réalité et qu'on la compare à l'idéal exprimée par les bourgeois haïtiens, on verra le grave danger du mensonge et de la mauvaise foi.

Brusquement, tout le monde veut se faire passer pour des honnêtes gens : bourgeoisies, politiciens, intellectuels organiques du statu quo. Tout le monde veut tirer sa part par des cantiques de louange, tandis que les masses populaires tirent la vache par la queue, avec plein droit de mourir de faim, contraintes à passer des journées à jeûner, à prier, à faire pénitence pour mériter d'être dans la communion des fidèles de l'Eglise et des saints du paradis.

Le grand perdant, les masses populaires, ceux qui ont toujours fait les frais de la misère, de la méchanceté et de l'exploitation des colons. Pour cette classe sociale, il n'y aura pas de reconstruction nationale, mais reconstruction de la misère, de la souffrance, de l'exploitation et de l'exclusion sociale.

Pourquoi tout ce qui concerne Haiti est toujours discuté à l'étranger ?

Pourquoi, hypocritement, les élites d'ici et d'ailleurs clament solennellement : les questions relevant d'Haiti doivent être étudiées et résolues par les Haïtiens eux-mêmes, dans leur propre pays ?

Aujourd'hui, alors que le pays est sur le lit de mort, tous veulent de somptueuses funérailles, tout en espérant *« faire reposer l'âme dans les verts pâturages de la vallée de l'ombre »*. Haiti a tellement de monde qui l'aime, qu'il n'est point besoin d'appeler ses légitimes fils à son chevet pour la soigner, la consoler et la guérir. Quand il y a un gâteau de cette grosseur à croquer : 17 milliards de dollars sur une période de 10 ans, selon des informations qui circulent, alors il n'y a pas de temps à perdre en spéculations, en pleurnicheries, il faut tout essayer. Il faut se battre pour s'adjoindre les classes moyennes que cette bourgeoisie haïtienne *« rêvait de renforcer »* pour en faire un allié fidèle contre les masses populaires, *« fumier de l'histoire, crasse de la société, excrément de la société »*.

Rien ne changera dans ce pays, qualitativement et quantitativement, si les masses populaires, porteuses de justes revendications, ne prennent en main leur avenir. Les solidarités, savamment exprimées, comme si elles venaient du plus profond du cœur, témoignent que certains prétendus amis soient ici au chevet du mourant, espérant non un prompt rétablissement, mais l'aggravation du mal, puis la mort.

L'aide prétendument apportée à Haiti renforce la haine et la jalousie chez les misérables qui vivotent en quémandant des miettes de pain pour tenter de subsister. Au lieu d'un partage juste et équitable de biens nécessaires à la vie, c'est la haine, la jalousie et la méchanceté sont laissées en partage.

Le gouvernement Préval/Bellerive à la suite de plusieurs, qui ont eu l'investiture du pouvoir, a engendré la misère, la souffrance, la corruption et la mort ! Comment ce gouvernement qui souffle le chaud et le froid en même temps, arriverait-il à parler une parole laborieuse, précieuse, sérieuse, une parole qui annonce la vie de l'homme qui se concrétise en souffle de vie, en vitalité pour tous.

Des conférences on en aura toujours, quand il faut décider de l'avenir de ce pays, précisément de l'avenir de la domination des maîtres du monde sur Haiti. Et ce ne sont pas ces conférences qui sauveront le peuple de l'angoisse, de la faim, de l'exploitation et de l'exclusion sociale, mais bien sa constance dans la lutte, sa détermination à changer le cours des évènements, le cours de sa vie.

Les tentes sous la pluie et la bourrasque à Port-Au-Prince

Par Jackson Rateau

Des camps de sinistrés ont été transformés en de véritables marres de boue par de violentes averses sur la capitale dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 mars 2010. Des camps, parmi eux celui du Champ de Mars, près du palais présidentiel, où sont logés des tentes de fortune comprenant des dizaines de milliers de personnes, sont devenus de vrais bourbiers où les sinistrés ont passé toute la nuit à travailler avec des sauts et d'autres petits instruments aratoires, soit à la recherche de quelques objets emportés, soit à creuser des sortes de tranchées d'évacuation pouvant dégager les eaux et la boue.

Fritznel Jean, père de deux enfants, vivant dans un camp à Pétion-Ville s'est ainsi exprimé : « Nous avons passé une nuit de cauchemar, dormant debout, les pieds dans la boue avec nos enfants dans les bras ». A Gelée, proche de la ville des Cayes, Sud, cinq individus ont trouvé la mort dans un véhicule qui s'était renversé.

D'autre part, selon ce qu'a expliqué le sénateur Francky Exius, deux autres personnes ont été emportées par la rivière Lilet qui était en crue. « *La situation est grave dans toute la région. La plupart des maisons sont inondées et les gens sont forcés de les abandonner ou de grimper sur les toits* ». « *J'ai dû moi-même abandonner la ville*, a-t-il ajouté ». Le député de Torbeck, Guy Gérard Georges de son côté a fait savoir que la route sud se trouve très endommagée par les eaux pluviales qui ont soulevé les revêtements d'asphalte. «*C'est seulement après la pluie qu'on pourra chercher à compter les victimes de ces intempéries* », a-t-il déploré.

Préval sous les décombres

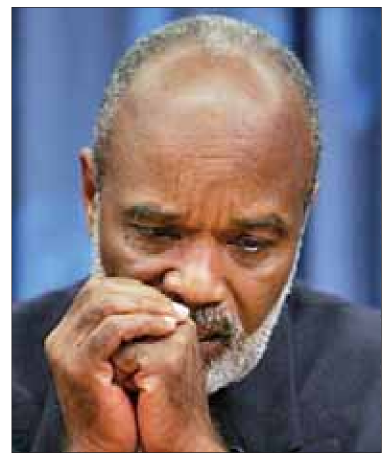
Par Fanfan Latulipe

Ma grand-mère paternelle avait l'habitude de dire: «*lavi pran w, li di w ann ale, men l pa janm di w ki kote l ap mennen w*». Parole de vieille *granmounn*, direz-vous, mais propos vérifié par l'observation des faits de chaque jour de l'existence. Le roi Henri Christophe, puissant et autoritaire comme il l'était, n'aurait jamais pensé qu'un jour il se serait logé une balle dans la tête. Le Führer Adolf Hitler se doutait bien de mettre un jour un terme à sa vie en se suicidant, terré dans un bunker. On a bien vu Ronald Reagan, l'ex-gouverneur de Californie, le tombeur de Gorbatchev, finir au plus bas de la gagatude alzheimérienne. J'en pourrais citer bien d'autres jusqu'à arriver à René Préval aujourd'hui sous les décombres après avoir été un faux *marasa* en qui le peuple, imprudemment en 2006, avait mis toutes ses complaisances.

Son mandat présidentiel terminé en février 2001, René Préval s'est retiré sur ses terres à Marmelade comme Nissage Saget qui, sagement, après avoir démissionné, s'était installé à Saint Marc. On lui avait accordé, on peut se rappeler, une pension annuelle de quatorze mille piastres et une garde d'honneur. Ti René, quant à lui, semblait s'occuper de «la politique de la terre, la seule la vraie», pour reprendre la célèbre formule électorale d'un candidat évincé par le général «Thompson» Kébreau et le ténébreux «petit médecin de campagne» Duvalier, lors des élections de 1957. Ti René vivait donc presque seul sous les décombres d'un relatif anonymat.

En effet, quand Ti René passe le maillet à son *marasa* Aristide le 7 février 2001, il ne s'émeut guère de ce que le gâteux Gérard Gourgues, bave aux lèvres, prête serment au Pont-Morin, comme…président de la république élu au seul suffrage universel de l'Organisation des peuples en luttes (OPL) au profit de la bourgeoisie et d'intellectuels *dekati*. Le 18 mai 2003, on s'attendrait à voir le petit René en première loge aux côtés de celui qui d'un agronome-boulanger avait fait de lui un Premier ministre puis un président. Hélas, Ti René s'adonnait à la culture du bambou dont on dit que c'est un végétal à la pousse ultrarapide qui cultivé sur les flancs des montagnes contribue à maintenir les sols. Le premier janvier 2004, on espérait le voir au Palais national venir célébrer fièrement avec le peuple haïtien le deux-centième anniversaire d'un événement grandiose, aux côtés de celui-là qui l'avait tiré de l'anonymat de ses fourneaux de boulanger et de ses fumeuses velléités «maoïstes». Pas le moins du monde, l'homme-bambou vivait reclus sous les décombres de l'ingratitude.

A plusieurs reprises la vie a déjà pris Préval par la main, des universités de Gembloux et de Louvain en Belgique pour ses études d'agronomie, jusqu'au 7 février 2006, sans oublier qu'il avait présidé le Comité *Pa Bliye* qui travaillait sur



Préval commence à se sentir seul, accusé de partout de corruption et de soutirè de corrupteurs et de gens corrompus, même par ses protecteurs à Washington

les disparitions du régime des Duvalier, qu'il était devenu le Directeur du Fonds d'Assistance Economique et Sociale (FAES), une agence gouvernementale financée par des prêts de la Banque mondiale et de la BID, ce après le rétablissement du gouvernement constitutionnel de Jean-Bertrand Aristide, et qu'enfin il avait fait un *kout prezidan* en 1995. Un matin de magouilles sans doute de l'ambassade étoilée, un groupe de profiteurs de la politique, rassemblés sous la rubrique «Lespwa» s'en va à Marmelade et «persuade» Ti René que la vie a encore fait appel à l'agronome-boulanger-ex-président-homme-bambou pour présider aux «destinées de la nation», formule ronflante et éculée depuis les temps *benbo* de la politique politichienne.

Ti René soupçonnant un grand sourire de la vie ne fait pas le têtu. Il répond par une risette. Sous sa casquette d'ingratitude, il fonce sachant bien qu'en face de lui il n'y a que des *ti krebete* poids pailles, poids mouches, poids coqs comme Guy Philippe, Charlie Baker; des moyens *krebete* poids mi-moyens et moyens de la catégorie des Marc Bazin et Evans Paul; de gros *krebete* poids mi-lourds type Manigat et le poids lourd Siméus parachuté du Texas par Washington. Sauf Siméus le Texan crédité de 23% des intentions de vote par un sondage Gallup à l'époque, mais finalement écarté pour s'être faufilé, en pavillon masqué retranché derrière sa double nationalité, les autres *ti kòk* déplumés, *san krèk* et san *zepwon* ne font qu'entre 2% et 5%. Le jour des élections un petit malin du nom de Jacques Bernard tente de faire pencher la balance en faveur d'un coquillon à lui. Mais un bain de piscine populaire à l'hôtel Montana aura vite ramené le magouilleur Jacquot à la raison.

Le 14 mai 2006, l'homme-bambou est assermenté comme président. Heureusement pour lui, Gourgues a déjà perdu plusieurs dents, *tèt la pa bon*, et il bave constamment, ergo l'OPL se ravise. Préval qui parlait si peu pendant sa campagne électorale commence à se révéler. Il demande au peuple de le regarder les yeux dans les yeux parce que lui, il ne ment jamais. Il lui



Le bain de piscine populaire à l'hôtel Montana le lundi 14 février 2006

demande aussi de nager pour s'en sortir, un slogan qu'il avait déjà utilisé bien avant. Le temps passant, il s'avéra que le *marasa* se démarassait, sans gêne aucune. Tantôt en voyage d'Etat ou de santé, tantôt formant commission après commission, poussé par une sorte de fuite en avant, Préval ignorant les desiderata de la majorité faisait de plus en plus le jeu non seulement de la bourgeoisie mais aussi celui d'une petite clique d'*aloufa* agglutinés autour de lui dont un renégat de l'OPL propulsé ministre de la Justice, Paul Denis. Aux décombres de l'ingratitude allaient s'ajouter ceux de la trahison.

L'homme-bambou devenait de plus en plus noueux, évoluant sans honte dans un climat malsain

Suite à la page (19)

Manifestasyon kont prezans Bush ak Clinton nan peyi Dayiti

Lendi 22 mas 2010 la, 2 ansyen prezidan peyi Etazini Bill Clinton ak George Bush, prezidan Barack Obama te nonmen nan tèt yon komisyon k ap chache lajan pou ede Ayiti reskontwi apre katastwòf tranblemanntè 12 janvye a, te vin voye je gade kijan sitiyasyon an ye, apre plis pase 2 mwa. Se nan lakou Palè nasyonal la, prezidan René Préval te resevwa 2 ansyen prezidan sa yo.

Apre chita pale yo ak René Préval, yo te prezante devan jounalis pou yo te bay opinyon yo sou travay y ap fè nan peyi Dayiti. Nan deklarasyon yo te fè, yo di yo swete lajan sa a pa fè wout kwochi, menm lè yo rekonèt dirijan ki nan tèt peyi a ap naje nan kòripsyon. Genyen yon pwovèb ki di*: " Si pa gen sitirè pa gen vòlè ».*

Prezidan Préval bò kote pa l te pwofite okazyon sa a pou l kontinye mande lajan pou bay granmanjè l yo men li te fè konnen se pou peye anplwaye Leta yo. Li di l bezwen 350 mil dola kòm sipò bidjetè, paske apre tranblemanntè a, Leta pa rive ranmase lajan taks nan peyi a. Pou mwa janvye a, se sèlman 20 pousan li ranmase, pou mwa fevriye a 35 pousan, donk si gouvènman li an pa jwenn lajan sipò bidjetè a l ap genyen anpil pwoblèm pou l rive fonksyone. Gouvènman an pa sispann mande lajan pou l kontinye alimante sous kòripsyon an nan bwat Leta yo. Poutan pou anpil moun gouvènman Préval/Bellerive la pap regle anyen pou popilasyon an ki lage nan lari, e yo mande l rache manyòk li !

Nan lokazyon vizit 2 ansyen chèf Leta sa yo sou bout tè papa Dessalines nan ki genyen yon seri blan tout plim tout plimay, plizyè santèn moun nan popilasyon an, sou envitasyon mas popilè Fanmi Lavalas nan Site Solèy, Platfòm nasyonal òganizasyon baz ak viktim Leta yo (PLOMBAVIL) te manifeste devan palè nasyonal kont prezans Bush ak Clinton nan peyi a epi reklame retou fizik prese prese ansyen prezidan Jean Bertrand Aristide. Manifestan yo te boule kawoutchou devan palè a pou pwoteste kont Bush, ki te kidnape prezidan Aristide 29 fevriye 2004, voye l al nan kanpe lwen, nan peyi Afrik di Sid. Manifestan yo t ap kriye*: «George Bush se asasen ooo ! George Bush se kriminèl ooo ! George Bush se kidnapè ooo ! Si w konnen ou pa asasen, mennen Aristide tounen, si w konnen ou pa kidnapè, mennen Aristide tounen."* Pandan kawoutchou t ap boule kont George Bush sou Channmas la, sèvis ponpye yo te debake pou touye dife yo, manifestan yo t ap kriye : « Voye rele ponpye, voye rele ponpye Preval tonbe nan kaka ! Apre ponpye te fin touye dife yo, manifestan yo te move, yo te gaye sou tout Channmas la ap chache kawoutchou pou yo te boule, men lapolis te vin fèmen tout zòn Channmas la. Pandan tout manifestasyon an, patizan Lavalas yo te avèk foto, postè Aristide nan men pou egzije prese prese retou l.

Anplwaye antrepriz piblik yo kouwè : Teleko, APN, SMCRS, ONA elatriye, ki viktim 2 fwa nan peyi a, anba plan lanmò a ki se politik neyoliberal la e yo viktim tranblemanntè 12 janvye a, te avèk pankat nan men yo ap reklame 36 mwa salè yo. Sou pankat yo, yo te ekri : « Aba Préval, Aba Bush » e yo te fè yon lis gwo kriminèl ki genyen ladan l tankou : René Préval, George Bush, Evens Charles, Edouard Baussan, Michel Présumé elatriye. Manifestan yo fè konnen si Preval pa pran bonjan dispozisyon pou peye yo 36 mwa yo, pou l mennen Aristide tounen, pou l vin patisipe nan rekonstriksyon peyi a, y ap pran lari pou dechouke l sou pouvwa a. Selon kèk manifestan, Obama chwazi 2 ansyen prezidan Etazini yo pou bay kout men nan rekonstriksyon Ayiti, alòske ansyen prezidan Aristide ki manifeste volonte l pou l vin patisipe nan rekonstriksyon peyi l, prezidan Preval pa dakò pou l tounen. Se poutètsa, patizan Aristide yo mande pèp la leve kanpe pou kouri dèyè Preval, ki reprezante yon danje pou peyi a, apre tranblemanntè a.

N ap raple, se pa premye fwa depi sekretè jeneral Nasyonzini an, Ban Ki-Moon te nonmen Bill Clinton anvwaye espesyal li, nan peyi Dayiti, ansyen prezidan sa ap fè antre sòti komkwa l ap regle yon bagay pou pèp ayisyen epoutan se enterè gwo pisans enperyalis yo li vin defann. Sonje se menm Bill Clinton sa a, lan fen ane 2009 la, ki te debake nan peyi a ak yon dividal bizismann, swadizan pou vin wè kijan pou yo vin envesti pou kreye travay. Jounen jodi a li antre ak konpayèl Bush kote y ap chante ansanm chante ki alamod kounye a : Rekonstriksyon ! men ki rekonstriksyon?

Yves Pierre-Louis





Manifestan yo te tèlman move kont prezans Bush ak Clinton, yo te menm boule yon drapo meriken

Nòt pou laprès

Sosyete Ayisyèn pou rechèch, Dokimantasyon ak Pwogrè Sosyal ki se manman Emisyon Radyo ou remmen anpil a: Perspectives Haitiennes ap selebre 25 lane ekzistans li nan sèvis kominote ayisyèn nan, Samdi 3 avril, nan yon anbyans chik: **The Antuns Reception Hall, 96-43 Springfield Blvd, tou pre Jamaica Ave, nan Queens Village**.

Se pral yon kokennchenn selebrasyon lanmou, solidarite, tèt ansanm avèk pwezi, mizik, chan, dans, teyat, blag. Se pral tou yon omaj ak tout sè nou, frè nou yo ki tonbe nan katastwòf 12 janvye 2010 lan. Anpil atis ap repon prezan: Jean Claude Eugene, Powèt Jeanie Bogart, Marc Mathelier, dans avèk Michelle Charles ak gwoup li, teyat avèk jèn SHR yo ak Jacques Camille "mèt Washipo" ki pral fè nou bliye chagren nou. Anpil lòt moun ap vin pote bèl koze ki pou remonte w, ki pou fè lespwa jèmen nan kè w, koze pou voye Ayiti monte.

Vin selebre lanmou avèk moun ou renmen pandan w ap ede SHR jwenn mwayen lajan pou peye plas pwogràm radyo a ou renmen anpil: Perspectives Haitiennes

Pou plis enfòmasyon ak rezèvasyon, rele SHR / Perspectives haitiennes nan:
718 693 8229 – 917 741 1655
Faks: 718 693 8269.
E-mail: Jdochery@aol.com
Pou kontak: Joseph D Chery

RONMFL egzije depa gouvènman Preval/ Bellerive la

Oganizasyon popilè yo nan peyi Dayiti mobilize pou egzije depa prese prese gouvènman Preval/Bellerive la ak depa konsèy electoral pwovizwa Gaillot Dorsinvil ap dirije a. Oganizasyon popilè yo repwoche gouvènman an poutèt li pa fè anyen pou retire nan lari a plis pase yon milyon senk san mil moun ki lage 2 bra pandye ap bat solèy ak seren depi apre 12 janvye a. Se kèk grenn òganizasyon non gouvènmantal k ap fè yo leve nan dòmi a 2 zè di maten pou al kanpe nan liy pou yo ka jwenn dezoutwa grenn diri ak pwa pou yo manje. Gouvènman sa a kite ONG yo ap koupe rache ak èd imanitè yo, naje nan kòripsyon menm jan ak li, detounen lajan èd yo voye bay viktim 12 janvye yo.

KEP/Dorsinvil la bò kote pa l montre li twò restavèk prezidan Preval, k ap prepare pou l pase mayèt la bay yon moun li vle, pou l al lage peyi a nan plis tchouboum. Lè sa a se mas popilè yo k ap peye po kase a, kote pitit yo pap ka ale lekòl, yo pap jwenn lasante, manje, kay pou yo rete, anviwònman ap kontinye degrade, grangou ak malsite ap anpeche mas popilè yo viv. Se nan sans sa a, kòdonatè Rezo ògan nasyonal miltiplikatè Fanmi Lavalas (RONMFL), Romestil Pierre Melisca te rele medya yo nan yon konferans pou laprès, kote l te fikse pozisyon òganizasyon sa a ki toujou rete atache ak revandikasyon mas yo. Li te pale konsa: *"Rezo Ogàn nasyonal Miltiplikatè Fanmi Lavalas (RONMFL) ap koube l byen ba pou l salye memwa tout moun ki te mouri anba dekonm tranblemanntè 12 Janvye a. RONMFL rele laprès pou l fikse pozisyon l sou move jesyon katastwòf 12 Janvye a ak rapò Depatman Deta peyi Etazini ki fè konnen gouvènman Preval / Bellerive ap naje nan kòripsyon.*

Lè n voye je gade sa k ap pase nan lari a, sou plas piblik yo, nan plis pase 1053 abri pwovizwa yo ki genyen nan peyi a; pou n wè nan ki kondisyon viktim tranblemanntè 12 Janvye a ap viv nan mizè, grangou, nan fatra ak dlo santi, anba lapli ak seren. Se kèk ONG k ap bay dlo, kèk ti grenn diri ak ti moso lasante, n ap mande si genyen moun k ap dirije peyi sa a?

Lè n tande kijan kadejakè san fwa ni lwa ap vyole jèn fi yo nan abri pwovizwa yo. Lè n tande kijan bandi ame yo ap touye, kidnape moun nan zòn metwopolitèn lan tout lajounen , n ap mande si genyen dirijan nan peyi Dayiti ?

Lè n tande rapò depatman Deta peyi Etazini te fè sòti jedi 11 Mas la, yon jou apre rankont Preval/Obama nan mezon blanch ; yon rapò ki montre aklè degre gouvènman Preval/Bellerive la, palmantè yo, otorite jidisyè yo, otorite polisyè nan peyi Dayiti plonje nan kòripsyon. Rapò sa a montre koripsyon ak enpinite ki genyen nan pouvwa yo nan peyi Dayiti reprezante yon menas pou respè dwa moun. Enkapasite pou otorite yo òganize bon jan eleksyon , san pati pri, e nan delè Konstitisyonèl la, reprezante yon gwo menas pou demokrasi a an Ayiti. Rapò Depatman Deta a akize gouvènman Preval/Bellerive, ki pa janm aplike lalwa kont tout moun k ap pratike kòripsyon nan aparèy Leta a. Li kite yo ap koupe rache, taye banda yo sou do mas pèp la.

Rapò sa a mete gouvènman Preval/Bellerive ki pa respekte dwa travayè yo an akizasyon, li revoke travayè yo nan antrepriz Leta yo kouwè: ***Teleko, APN, ONA, SMCRS*** *elatriye de fason ilegal , san dedomajman ak reparasyon.*

Se pa selamn rapò Depatman Deta a ki mete gouvènman Preval/Bellerive la an akizasyon ; Palman popilè ayisyen an (PPH) te deja pran yon rezolisyon lendi 11 Janvye 2010 la, pou l te mete l an akizasyon pou kòripsyon, vyolasyon dwa moun, vyolasyon Konstitisyon 1987 la, pou esklizyon, trayizon, poutèt li anpeche demokrasi an vanse nan peyi e poutèt l ap kraze yon grenn Inivèsite Leta Dayiti a (UEH).

N ap raple, nan yon rapò Transparensi Entènasyonal te pibliye 17 Novanm 2009, Ayiti, sou gouvènman Preval – Pierre Louis a te plase 168 tyèm sou 180 peyi ki genyen plis kòripsyon sou latè. Se sou gouvènman sa yo, eskandal nakodola a te eklate nan Pòdepè, eskandal kòripsyon nan ONA, nan OAVCT, nan APN elatriye. Eskandal detounman fon 197 milyon dola vèt, depite, senatè, minis, tout te patisipe.

Se pou rezon sa yo, nou menm nan ***RONMFL,*** *nou mande*

1) Depa prese prese gouvènman Preval / Bellerive

2) Fómasyon yon konsèy Deta nan kómansman mwa me a pou akonpaye gouvènman tou nèf la e k ap genyen reprezantan tout sektè nan lavi nasyonl la.

3) Fòmasyon yon nouvo konsèy elektoral pwovizwa (KEP) jan 289 konstitisyon 1987 la di l e nan plas konsèy konsiltatif la, y ap mete sektè popilè a.

Si sa nou di la yo pa aplike n ap mobilize pou reklame depa René Preval sou pouvwa a epi mete Konstitisyon an aplikasyon prese prese».

Kay Libète M ap Bouske

M gen pye poudre
M tounen asosye Blengendeng
Lannwit kou n lajounen
*M ap chèche wout **Libète**.*
Pye m glise
Pye m kase
Pye m antòtiye
Bòt istorik mwen chire
Ren m devise
Vant mwen kòde
Dekòde
Gòj mwen bouke…
***Lakansyèl Etwale** - Kolondefas*
***Ton Sam ak Manzè Frans** -*
*Bouke etenn **Lanp Demokrasi m***
Ak Tònad Leyopa-Pentad-FRAPH
Ak Van Tanpèt Koudeta, ak LagoLago Gouvè-nman Tranzisyon Vitam Etènam, ak plan Chanprèl Neyoliberal…
***Bri Lame Loray Restavèk LONI, MINISTA** twouble senfoni lavi m*
*Ladyablès **Tranblemanntè Douz Janvye***
Anglouti bizawè l mwen
Ak Tatawè l mwen
Demachwele eskanp figi Peyi m
*Lage m debrabalanse nan youn **movèzEta***
Men! Mwen la djanm
Dyanm sou djanm
Tèt san kò
Mèt minwi
Politisyen voupvap bannmachwè
Ak lòt boujwa machann peyi
Ap rale m desann nan labim Touwonsanfon
òganizasyon entènasyonal pòch laj yo
Ansèkle m
Retade m
Imilye m
Kraze Agrikilti m
Men! Mwen defye boulva malèpandye m
Mwen kanpe tennfas, Kinalaganach.
Nan chak gran kalfou istorik
Gen you kout ponya politik
Ki filange Rèv mwen, ban m Panik
Se dilere sa!
*BrasèLanfè yo men m fè m pa selebre **Bisantnè Lendepandans** mwen*
Men! depi de pye m pa koupe
De je m toujou kale
M ap kontinye pouswiv chimen rèv mwen
Ak tout lòt Zantray Lonbray mwen yo
Paske:
li pran tan
Pasyans
Lanmou
Enèji/ Kounbit Nèg anndan ak Nèg deyò
Sakrifis
Onètete ak transparans
Detèminasyon
Talan ak Vizyon
*Pou rive kay **Libète**.*

Jorel Jean Baptiste, Pompano Beach

Sauver l'agriculture, nouvelle urgence d'Haïti

Par Annick Cojean

C'est un tout petit homme, qui vit dans les décombres de sa maison, mais qui porte une chemise repassée et se tient bien droit, un chapeau noir à la main. Il a 82 ans, huit enfants, «énormément» de petits-enfants. Et au regard que lui portent ses voisins, plus jeunes que lui, mais aussi maigres et dignes, on comprend qu'il représente une autorité dans cette petite communauté d'agriculteurs nichée sur les hauteurs de Léogâne, la ville la plus détruite par le séisme qui a ravagé le pays le 12 janvier, faisant plus de 220 000 morts.



Le paysan par manque de soins sur sa parcelle, ne parvenait jamais qu'à une récolte infime, lui interdisant le moindre investissement.

Il est arrivé avant l'heure de la réunion et s'est installé au premier rang, sous les manguiers, soucieux de voir le ministre de l'agriculture en personne. Il a des choses à lui dire. Et puisque le directeur général de la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) sera à ses côtés, il veut être certain que chacun a conscience qu'un drame se joue dans les campagnes haïtiennes, «un drame aussi grand que le tremblement de terre». Moins spectaculaire, admet-il, mais plus sournois : «Il y a urgence.»

Urgence, car les petits agriculteurs, qui représentent 60 % des emplois haïtiens, sont exsangues. Urgence, car en plus de leur pauvreté structurelle, de la perte de leur maison et parfois de leurs stocks, ils ont dû accueillir des réfugiés de Port-au-Prince qui ont doublé, triplé, parfois quadruplé le nombre de bouches à nourrir par foyer, asséchant leurs réserves et leurs économies, les forçant à abattre les éventuelles vaches ou chèvres en leur possession, mangeant jusqu'aux semences engrangées pour la prochaine saison.

Urgence, car faute de semences et de liquidités, on risque de rater les semis de printemps qui représentent plus de 60 % de la production annuelle. Et alors, «*les petits cultivateurs vont crever. Et c'est tout Haïti qui coulera*».

Jean-Louis Estène, c'est son nom, aura au moins la satisfaction d'entendre son ministre, Joanas Gué, dire en gros la même chose. Appuyé par le directeur de la FAO, Jacques Diouf, venu donner le coup d'envoi de la campagne des semis et annoncer la distribution à plus de 100 000 paysans de semences (maïs, pois, haricots noirs), engrais et outils. A la fin des discours, il remerciera même tout fort, simplement déçu que le ministre ne fasse pas lui-même la distribution, «*car ce serait plus sûr*».

Mais les deux personnalités sont attendues ce dimanche 14 mars par d'autres paysans au moins aussi pressés de recevoir semailles et outils, car «*il n'y a pas un jour à perdre*». Puis elles signeront la «déclaration de Léogâne» marquant l'engagement du ministère et de la FAO à travailler ensemble pour accroître la production alimentaire, favoriser l'intégration des déplacés (environ 600 000) dans les zones rurales et promouvoir des investissements à long terme dans l'agriculture. «*C'est vous qui travaillez sous le soleil pour nourrir Haïti ; c'est vous les dignes héritiers de Toussaint Louverture*,» lancera Jacques Diouf aux représentants de paysans.

Ils le savent. Comme le président de la République haïtienne, René Préval, qui, aux côtés de Jacques Diouf, s'est dit obnubilé lui-même par l'urgence agricole. Les aides et investissements opérés les deux dernières années (après émeutes de la faim et cyclones de 2008) avaient payé.

En 2009, la production agricole avait même augmenté de 25 % et le nombre de personnes en insécurité alimentaire chuté de 2,5 à 1,9 million. «*On était sur la bonne voie. Ne régressons pas*», dit-il. Les crises majeures sont des occasions de sursaut. Il faut désenclaver, revaloriser, dynamiser le travail agricole, complète M. Diouf.

Un plan de relance du secteur agricole en Haïti, conçu avec la FAO, sera donc présenté mercredi 17 mars à Saint-Domingue (République dominicaine) lors d'une réunion internationale visant à préparer la conférence des donateurs, organisée le 31 mars au siège des Nations unies à New York.

Et tous les experts, à l'instar de M. Diouf (déçu de la faible réponse des donateurs à son appel de janvier), espèrent que le message passera. Que les pays donateurs comprendront que l'avenir d'Haïti passe par l'agriculture. Et que si le secteur agricole n'a pas été le plus éprouvé par le tremblement de terre lui-même (les inondations, la seule nuit de 26 au 27 février dans la région du Sud-Ouest, ont été plus néfastes), il est le seul capable de répondre aux conséquences humanitaires du séisme.

A condition d'investir à long terme et d'avoir le courage de réformes de fond. Une vraie réforme agraire, par exemple, qui permettrait de clarifier la propriété de terres transmises depuis des générations en indivision et partagées donc par

Suite à la page (19)

Haiti : Vers une occupation humanitaire ?

Par Rolphe Papillon

L'effondrement physique de tous les édifices symboliques du pouvoir en Haïti ce 12 janvier 2010, n'est qu'une métaphore. En réalité, cela fait longtemps que le palais national n'est plus le véritable siège du pouvoir exécutif et que les grandes décisions politiques se prenaient ailleurs et souvent même en dehors des frontières haïtiennes. Le faible taux de victimes enregistré sous les décombres du palais effondré montre bien qu'il ne s'y passait rien à 4h53 de l'après-midi dans un pays en crise (moins d'une dizaine de morts contre 300 au bureau des Nations-Unies en Haïti).

Classée 146e sur 177 pays selon le PNUD, la République d'Haïti figure parmi les 28 pays les plus démunis de la planète. Sur cette terre où l'espérance de vie est inférieure à 60 ans, la mortalité infantile dépasse les 130 pour 1000 contre 4.8 pour 1000 [*ndlr.* taux pour 2009 selon *Granma* en date du 4 janvier 2010] chez nos voisins les Cubains, 80% des enfants souffrent de malnutrition et le taux d'analphabétisme dépasse 70%. Avec ces chiffres, Haïti bat tous les records de pauvreté en Amérique. Depuis plusieurs décennies, une vingtaine de familles se partage jalousement et impitoyablement 80% de la richesse nationale alors que le peuple se bat encore pour atteindre les droits élémentaires comme par exemple le droit à la santé et à la sécurité alimentaire, ce que les animaux ont déjà acquis chez nos voisins états-uniens. Dans cette situation déjà dramatique, le tremblement de terre arrive comme un coup de grâce pour la population. Le monde semble enfin touché par notre lente agonie et la solidarité internationale se mobilise. Le discours d'OBAMA aussi bien que l'intervention de KOUCHNER ont été réconfortants, à défaut de pouvoir écouter le chef de l'Etat haïtien lui-même. Dès les premières heures qui ont suivi la catastrophe les Dominicains, les Mexicains, les Cubains, les Vénézuéliens et tous ceux-là qui, pour des raisons politiques évidentes, on ne voit pas à la télévision, étaient déjà sur place. La solidarité est la tendresse des peuples, dit-on.



Les Haïtiens doivent pouvoir décider s'ils ont besoin de 12 000 marines US ou de 12 000 médecins et secouristes au lendemain d'un tremblement de terre.

Dans cette foulée d'intentions nobles, nos bourreaux d'hier se sont transformés devant les caméras en anges-rédempteurs et volent à notre secours au point que certains Haïtiens y voient même une « chance » pour que les choses changent enfin en Haïti.

Le plus important en Histoire, disait Césaire, ce ne sont pas les faits. Ce sont les liens qui les unissent, la loi qui les régit et la dialectique qui les suscite. Il s'agit ici d'aller au-delà des images fast-food de la télévision et des idées préconçues pour comprendre la complexité des mécanismes qui tiennent à maintenir Haïti dans sa situation de pauvreté absolue et de les démanteler pour que ce nouvel élan de solidarité des peuples envers les Haïtiens ne soit pas voué à l'échec.

La longue tragédie des Haïtiens n'a pas commencé avec la dictature des DUVALIER (1957-1986). Nous traînons derrière nous le lourd fardeau de près de 3 siècles d'esclavage et de 200 ans de mépris et d'incompréhension pour avoir osé être la première république noire dans le monde raciste et esclavagiste du 19ème siècle. En représailles à cette double révolution, à la fois anti-esclavagiste et anticoloniale, une humiliation pour la toute puissante armée napoléonienne, le pays a dû payer une rançon colossale à la France, correspondant à 150 millions de francs or (soit le budget annuel de la France à l'époque).

Au cours du 19e siècle, même la lointaine Allemagne est venue nous pointer ses canons et exiger une fortune dans des conditions humiliantes. Leurs navires de guerre repartaient comme des voleurs arrogants avec leur butin de guerre. Nous jetâmes l'argent, nous dit le poète, le front haut, l'âme fière ainsi qu'on jette un os au chien.

En 1915, la coexistence pacifique entre une nation construite par des propriétaires d'esclaves et une autre nation d'esclaves rebelles, était inconcevable. Conformément à la doctrine de MONROE et pour empêcher que des nationalistes comme Rosalvo BOBO s'emparent du pouvoir, les Américains envahissent Haïti. En prélude à cette agression, leur première action à Port-au-Prince a été de s'emparer manu militari le 17 décembre 1914 de la réserve d'or du pays ; un acte de banditisme international (à l'époque, les Américains n'avaient pas encore inventé le concept d'Etat-voyou). L'occident a courte mémoire, nous dit Michel-Rolph TROUILLOT. Comme c'est elle qui écrit l'histoire, la sienne et celle des autres, l'Histoire des peuples est courte. Et (nous) fiers de notre mémoire d'emprunt, nous oublions le rôle de l'Occident lui-même.

Au départ des Américains en 1934, le préjugé racial de l'ère coloniale est restauré. Ils ont eux-mêmes rédigé une nouvelle constitution pour le pays et mis sur pied « les forces armées modernes ». Ce sont elles qui en 1957 ont installé au pouvoir François Duvalier, l'un des dictateurs les plus délirants de l'Histoire de l'Amérique latine, bâtisseur de ce que le romancier Graham Greene appelle une république de cauchemar. Entre 1957 et 1986 (les années DUVALIER), la dette extérieure a été multipliée par 17,5 pour atteindre 750 millions de dollars en 1986. Avec le jeu des intérêts et des pénalités des institutions financières internationales, elle atteint la somme astronomique de 1.884 millions de dollars en 2008, selon le CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde).

L'embryon d'Etat haïtien moderne a constamment et consciemment été détruit par nos propres régimes autoritaires, c'est une évidence. Mais, à l'heure du bilan, force est de constater que le drame haïtien trouve aussi des éléments d'explication majeurs dans une aide internationale inadaptée, souvent incompétente et corrompue elle-même qui, de surcroît, impose ses choix économiques et politiques au pays.

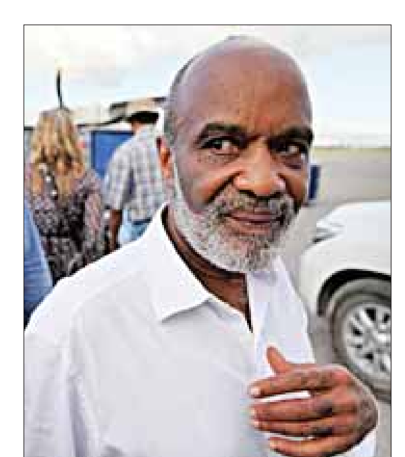
Les Nations-Unies, pour ne citer qu'un exemple visible, justifient leur présence en Haïti par la nécessité de vaincre la soi-disant insécurité alors que le pays détient un taux de criminalité inférieur à celui du Brésil (chef de file de la MINUSTAH), inférieur à celui de la Jamaïque, de la République dominicaine et de la plupart des pays voisins. Le 3 novembre 2007, 111 soldats onusiens ont été rapatriés dans leur pays après qu'un rapport d'enquête des services de contrôle internes des Nations-Unies (OIOS), eut établi le sérieux des allégations d'exploitation sexuelle les

Suite à la page (19)

La nature a horreur aussi de l'ingratitude

Et Préval en convient

Par Guerby Dujour



René Préval

Selon Aristote, la nature a horreur du vide. Un aphorisme qui continue de faire couler autant d'encre que de salive et ce dans les salons comme dans les rues. Les rues de Port-au-Prince encore plus, depuis le séisme grand-mangeur du 12 janvier dont l'impact ne sera pas sans conséquence sur le mental d'un peuple si rudement et si cruellement éprouvé durant ces dernières années.

Les gens qui n'en peuvent plus, face à l'absentéisme morbide des dirigeants, ne se lassent de répéter que le pays est vide d'autorités, disons plus clairement vide de responsables soucieux du sort de la population,vide de leaders, vide de ministres, vide de parlementaires et vide de président. La nature, poursuivent-ils, les a désapprouvés pour les avoir toujours eus en horreur. Donc un pays vidé. Vidé des minables du collectif NON qui disparaissent comme par enchantement. Vidé des gros bonnets de la caravane de l'espoir dont attend encore de leur part le nouveau contrat social.

N'est- ce pas le moment oú jamais de le ventiler afin d'en prendre connaissance davantage? Il devrait pouvoir servir de document de référence aux grands manitous d'ici et d'ailleurs qui rêvent de la reconstruction d'Haiti, n'est-ce pas? Allez le demander à l'audacieux André Apaid fils. On est certain qu'il ne s'en souvient même pas. Ah! ah! ah! Ah ! *Zafè sa ki sòt*. Tout compte fait, admettons-le, la nature n'a pas seulement horreur du vide mais aussi de l'ingratitude. Préval le sait, il l'admet et il en convient. Son visage accablant l'atteste également. Il aurait fallu de peu qu'il l'exprime au grand jour, derrière un mégaphone. Mais il a honte au point de vouloir s'enfuir avant les élections. *Ou te kwè w te bon, kreten* ?

Un témoin de la catastrophe de janvier et qui déteste l'ex-président Aristide comme la peste a confié à un ami qu'Aristide avait raison de déclarer que Préval est plus proche du nul que du médiocre. En effet, a t-il poursuivi, le type n'a rien foutu et les pauvres qu'il a ridiculisés, humiliés, payés en monnaie de singe, ont bien raison de l'exécrer et de lui jeter des sorts à longueur de journées. L'absence de vision, d'esprit, de discernement et de projets de Mr Préval, dérange et agace plus d'un qui croyaient que le marmeladais, pardon, le Pétion-Villois était capable de quelque chose. *Al kwè sa*. N'étaient-ce Jean Dominique, Jacques E. Alexis dont il a coupé l'herbe sous les pieds , Lesly Delatour dont il a épouse la veuve, Jean B. Aristide qu'il a payé par la trahison, le premier mandat de René Préval aurait été aussi désastreux, catastrophique que celui qui est en cours. La raison est simple. L'individu n'a aucun diplôme. *Zabèl pa gen papye*.

Son père, haut perché à la FAO durant le règne de Paul Eugène Magloire, lui avait favorisé une sortie pour la Belgique avec l'idée qu'il pourrait décrocher un diplôme à l'arraché en agronomie à l'université Janveloo. Hélas! Il n'en fût rien. Il est revenu bredouille. Donc, en aucun cas Préval n'aurait pu délivrer le paquet, pour avoir ignoré l'adresse. C'est-ce qui arrive depuis toujours à tout renégat, tout hétérodoxe mal foutu, dépourvu de manière et qui caresse le vide avec l'idée d'atteindre l'orgasme. Le 12 janvier a certainement démasqué les magouilleurs d'une classe politique, plus efficaces dans l'art de radoter que celui de faire des propositions concrètes. Le secteur privé dit des affaires, champion attitré de la contrebande et de l'escroquerie, mais beaucoup plus le président Préval qui, misant sur le soutien sans failles d'une frange de l'internationale, cherchait à installer un caporalisme sans charme ni beauté dans une Haiti si essoufflée.

La nature qui a horreur du vide engendré par l'incompétence, l'approche primaire de la chose politique de M. Préval, a, dans un élan de rage, stoppé ses bêtises et ses forfaitures de bas étage. L'ingrat a eu la monnaie de sa pièce. Ainsi finies ses pratiques malsaines pour rafler des élections. Finies ses manoeuvres anti-peuples pour plaire à l'oligarchie répugnante, plus intéressée à ses intérêts de classe qu'au progrès économique d'un pays. Finis ses mépris à l'endroit des défavorisés qui l'avaient porté au pouvoir et qu'il a gardées à distance avec les armes meurtrières de la Minustah pointées dessus. Finis ses éternels complots pour maintenir l'ex-président Aristide en exil et détruire son parti, la Fanmi Lavalas. ô Préval est nu !

On dit qu'il est devenu fou et plus ivrogne qu'avant. Il grille cigarettes après cigarettes. Il nage cette fois-ci entre le tabagisme, l'alcoolisme et l'ignominie. Il bondit d'un mur à l'autre. Parfois il oublie de coiffer sa barbe grise en passe d'être jaunies par les ans. Il est rapporté que Georges Bush l'a même regardé avec pitié le lundi 22 mars dernier. Amaigri, rétréci, disons mieux, *griyen*, Préval était apparu lors comme un fauve après la pluie. Bref, la nature l'a fouetté jusqu'aux os pour sa hardiesse, son arrogance et son ingratitude. Il s'agit d'une leçon, l'intrus, le resquilleur l'a apprise par Cœur à son dépens, afin de ne l'oublier jamais, même dans son sépulcre.

"*Il est des bienfaits si grands qu'on ne peut les rendre que par l'ingratitude*". Alexandre Dumas.

Cependant, nous disons nous autres que l'ingratitude est la plus sale manière qui soit et le plus vil des vices. C'est peut être la raison pour laquelle cette pensée a été si choyée par le minable, le cannibale, le tyran *Gede nibo* Francois Duvalier qui a quitté pour la postérité haïtienne cette phrase bâtarde et ignoble : "la reconnaissance est une lâcheté" dont l'un de ses fils spirituels, René Préval, a fait un usage soigné et si digne.

Mars 2010

Manifestations devant la Croix Rouge américaine





Par Greg Dunkel

Le mardi 22 Mars, environ 50 personnes, principalement des jeunes de High School ont manifesté devant la Croix-Rouge américaine à leur Siège à New York, en demandant «Où est l'argent? Où se trouvent les 250 millions de dollars US en dons à la Croix-Rouge ? Où vont les 250 millions de dollars US en dons collectés par la Croix-Rouge pour venir en aide aux sinistrés d'Haiti? Maintenant les gens d'Haïti sont dans un besoin urgent d'abris! Il commence à pleuvoir, ils ne peuvent plus attendre ! "

Cette protestation a été appelée par la Friday Haiti Relief Coalition et December 12 Movement.

Funds for Tents & Transport

Haïti Liberté is raising funds to send tents and other supplies to Haiti.

In the days and weeks following the earthquake, dozens of people brought food, clothes and medicine to our office in Brooklyn to be sent to Haiti. Meanwhile, we have received many requests at our offices in the U.S. and Haiti for tents.

We need contributions to 1) purchase tents and 2) to transport the tents and other supplies to Haiti.

Each 4 person tent costs about $60. We would like to send about 25 to Haiti, amounting to about $1,500. The cost of shipping the materials to Haiti will be about $400 to $500.

Therefore, we need to raise a about $2,000.
Please send your contributions to:

Haiti Liberté - 1583 Albany Avenue, Brooklyn, NY 11210

You can also send money to the paper via PayPal by sending to editor@haitiliberte.com. Please note on your check or money transfer that your funds are for the "Tents & Transport" fund.

For questions or suggestions, call Haïti Liberté at 718.421.0162

As Tires Burn:

Clinton and Bush Make "Historic" Photo-Op in Haiti



Marco Dormino

Presidents Clinton, Bush and Préval posed for pictures in front of the National Palace's ruins.

By Kim Ives

Burning tires and protestors welcomed former U.S. presidents Bill Clinton and George W. Bush when they arrived at the half-crumbled National Palace on Mar. 22 for a visit which Haitian President René Préval called "*historic*."

In fact, the visit was little more than an expensive photo-op to reinforce the world public's perception that the U.S. government, even more than Préval's, is leading international efforts to help Haiti recover from the devastating Jan. 12 earthquake.

The three leaders posed in front of the Palace's ruins and held a brief press conference (two questions) in the Palace garden. *"It's one thing to see it on television but it's another thing to see it with your own eyes,"* said Bush in a typically low-brow reflection. "*That's why on our return, we are going to explain the situation here to Americans.*"

Clinton, who as the UN's Special Envoy to Haiti has made regular stops in the country over the past year, even before the Jan. 12 earthquake, clearly felt like the senior partner of the trio. "*We spent most of our time talking today about what needs to be done now so that the Economic Plan and the Donor Conference to be held at the end of this month has a chance to work,"* he said, referring to the Mar. 31 international gathering at United Nations headquarters in New York, where $11.5 billion in reconstruction aid is to be raised.

Clinton also said that they wanted to see Haitians move from living "*day to day*" to living *"month by month and to make sure they can eat, take care of their children, and find medical care.*"

Outside the Palace fence, some 500 demonstrators loudly protested. "*George Bush is a criminal! George Bush is a killer!*" they chanted, referring to Bush's role in backing the Feb. 29, 2004 coup d'état against former President Jean-Bertrand Aristide, who remains in exile in South Africa. "*If you think you're not a killer, then bring Aristide back. If you think you're not a kidnapper, then bring Aristide back.*" The demonstrators were closely monitored by a large intimidating force of UN soldiers, US troops and Secret Service agents, as well as Haitian riot police.

The demonstration was organized by two principal groups: the National Platform of Base Organizations and State Victims (PLOMBAVIL) and the Lavalas Family Popular Masses of Cité Soleil.

"*If Aristide were present in the country... he would have defended the people's interests in the reconstruction plans being made,*" said René Civil, a Lavalas leader. "*His voice would be championing the legitimate demands of the voiceless.*"

Former employees of state enterprises like the national phone company Teleco and the National Port Authority (APN) also protested the Washington-dictated neoliberal reforms which resulted in their lay-offs, demanding 36 months of unpaid back pay.

"*If Préval doesn't pay us our 36 months, bring Aristide back, and do something to reconstruct the country, we are going to uproot him,*" one former employee said.

During the Clinton/Bush visit, Préval again asked for budgetary support to pay current state employees. He said he needs immediately $350,000 to pay salaries because the government only collected 20% of its normal revenues in January and 35% in February.

Haitian firemen arrived and extinguished the piles of burning tires in front of the Palace. As protestors scrambled to find new tires, Haitian police backed by UN troops cleared and shut down the square.

The two former U.S. presidents head the Clinton Bush Haiti Fund which has raised about $37 million from some 220,000 donors. Actor Leonardo DiCaprio gave $1 million, and U.S. President Barack Obama gave $200,000 of his $1.4 million Nobel Peace Prize. Bush and Clinton, who were dispatched to Haiti by Obama, also visited a crafts factory and one of the "spontaneous" refugee camps on the Champ de Mars, the capital's central park.

Amid Official Mea Culpas:

Port-au-Prince and Washington Tussle Over Reconstruction Leadership

By Kim Ives

Perhaps this is the way it is now in the age of Obama, where the words sound terrific, but reality is something else entirely. Talk of peace means more war. Talk of reigning in medical insurance companies means making mandatory payments to them. Talk of dismantling the Bush/Cheney security apparatus means more arrests, more surveillance and new prisons.

So in Haiti, people are trying to decipher what is the difference between words and reality coming from President René Préval, his prime minister, and a host of foreign officials.

In recent weeks, Préval and other Haitian officials have made pointed statements complaining about being sidelined, ignored or bullied by foreign governments and so-called "non-governmental" organizations (NGOs) coming to "help" Haiti.

"*Leaders including Prime Minister Jean-Max Bellerive are not happy with the way the aid money is being delivered,*" reported the AP's Jonathon Katz on Mar. 5. "*'The NGOs don't tell us ... where the money's coming from or how they're spending it,' he told The Associated Press. 'Too many people are raising money without any controls, and don't explain what they're doing with it.'*"

A few days earlier, Préval had called on the U.S. to "*stop sending food aid so that our economy can recover and create jobs,*" alluding to how Haitian farmers are ruined when their produce is undercut by free or low-cost surplus grains dumped on Haiti as a "*gift from the people of the United States,*" as many USAID-packaged food sacks read.

These comments came after Ecuadoran President Rafael Correa, as the acting president of the South American alliance UNASUR, declared on Jan. 30 in Port-au-Prince: "*There is a lot of imperialism among the donors. They donate first, but most of it goes back to them.*" Préval stood smiling at his side.

All of these remarks depart from Washington's script. Préval may not be a threat like Venezuela's Chavez or Bolivia's Morales, but he appears to be acting up. The U.S. response, to both bring Préval back into line and to neutralize his timid bid to "lead" Haiti's reconstruction efforts, has been to accuse Préval government of being to corrupt.

On Mar. 11, just one day after Préval traveled to Washington to meet with President Obama and Secretary of State Hillary Clinton, the State Department issued its 2009 Human Rights Report, where Préval's government received rather poor marks, including "*failure to hold timely parliamentary elections, alleged unlawful killings by HNP officers, HNP participation in kidnappings, overcrowding and poor sanitation in prisons, arbitrary threats and arrests, prolonged pretrial detention, an inefficient judiciary subject to significant influence by the executive and legislative branches, severe corruption in all branches of government, violence and societal discrimination against women, child abuse, human trafficking, and ineffective enforcement of worker rights.*"

Préval justly retorted that the report was "*arrogant*," but the part that really bugged him was the bit about "*severe corruption in all branches of government*."

"*I don't pretend that there is no corruption in Haiti,*" he

Suite à la page (18)

Haiti Liberté's Message to Demonstrators in London

On Mar. 24, a number of groups assembled as the Haiti First! Haiti Now! Reparations Campaign demonstrated in front of the U.S. Embassy in London to demand reparations for Haiti from both France and the US and an end to Haiti's military occupation. The following is the solidarity statement Haiti Liberté sent to that rally.

In the name of the Haitian people, **Haiti Liberté** salutes the **Haiti First! Haiti Now! Campaign** and all the brothers and sisters in London demonstrating to demand reparations for Haiti.

Haiti is a nation that has always led the way for the world's oppressed. In 1804, it was the first independent nation of Latin America and the first black republic in the world following the first and last successful slave revolution in history.

Haitians also mounted the first guerrilla war against US Marines, who invaded and occupied Haiti in 1915. Under Charlemagne Péralte and Benoit Batraville, the Cacos, as the guerrillas were called, bravely fought against superior US firepower and aerial bombings, an indiscriminate form of warfare also pioneered in Haiti.

In 1990, Haiti became the first country in the world to foil US election engineering in Latin America, by electing as president an anti-imperialist parish priest named Jean-Bertrand Aristide. Washington carried out a coup against Aristide in 1991, but through their resistance, the Haitian people forced Washington to reinstate Aristide in 1994. This was another first.

In 2003, Haiti became the first former colony in history to demand reparations from a former colonial power for the crimes of slavery and colonialism. President Aristide called on France to restitute $21.7 billion for the 90 million French gold francs which were extorted from Haiti from 1825 to 1947. In response, France conspired with the US to successfully overthrow Aristide for a second time on February 29, 2004.

Since that date, Haiti has been militarily occupied, first by US, French and Canadian troops, and then in June 2004, by United Nations soldiers. This occupation is a flagrant violation of the Haitian Constitution, the UN Charter and international law. Haiti is also the first country in the Western Hemisphere, and maybe the world, to be militarily occupied three times in less than a century. All these occupations are efforts to subdue the rebellious spirit and fierce resistance of the Haitian people to all forms of foreign domination, whether colonial, neocolonial or neoliberal. All such attempts have failed in the past and will fail again today.

Under the guise of providing relief aid for the devastating Jan. 12 earthquake, Washington is reinforcing its military occupation of Haiti with additional US and UN troops. They are seeking to place Haiti in international trusteeship, a new colonial status, claiming its government is too weak and corrupt.

But the Haitian people understand Washington's designs and will fight them to the end, despite the occupation, despite the earthquake, despite the odds.

Long live the heroic struggle of the Haitian people against all forms of domination and exploitation! Long live solidarity between the British people and the Haitian people! Thank you for coming out today to show your support for peace, justice, democracy and sovereignty in Haiti.

LETTRE OUVERTE AU MOUVEMENT DES PAYS NON-ALIGNÉS

Honorable Hosni Mubarak
Président de la République d'Égypte
Actuel Secrétaire Général
du Mouvement des Non-Alignés
303 East 44 Street
New York N.Y 10017 U.S.A

A aucun moment de notre histoire bouleversée et douloureuse, Haïti, ne s'est trouvée en face de problèmes aussi graves que ceux qu'elle confronte aujourd'hui. La nature et la diversité de ces problèmes, et aussi les circonstances tragiques du moment ne permettent pas de les éluder sans exposer le passé, le présent et compromettre l'avenir, car il offre un caractère si pressant et l'urgence d'une décision même provisoire est telle qu'il devient pratiquement impossible d'en ajourner la solution.

Qu'il s'agisse de politique, d'économie, de finance ou de ravitaillement, nous nous heurtons à tant de difficultés d'ordre national et international que nous nous demandons avec perplexité, si l'entreprise, en raison de son étendue, ne dépasse pas nos possibilités. Il n'y a pas à se le cacher; la crise que nous traversons est profonde et dangereuse, d'autant plus dangereuse qu'elle nous surprend en pleine crise mondiale. Nous sommes en face d'un drame dont la solution incombe à chacun de nous. C'est pourquoi, Honorable Secrétaire général, toute analyse de la situation actuelle doit inévitablement s'inscrire dans une perspective historique seule capable, non pas de justifier ou de condamner, mais au moins d'expliquer les problèmes du passé et de prendre conscience des défis à relever pour les siècles à venir.

Durant les quatre derniers siècles, notre pays a été soumis aux abus et exactions de presque toutes les nations européennes, commençant par la France qui réclama la scandaleuse somme de 90 millions de franc- or en 1825 pour la reconnaissance de notre indépendance acquise par les armes. Ensuite et en dernier lieu se sont joints en 1915 les États-Unis d'Amérique du nord dont le premier geste a été d'enlever des coffres de la Banque Nationale de la République d'Haïti les réserves d'or qui s'y trouvaient. Cette hostilité et cette agressivité continuent encore aujourd'hui, puisque même avec un système politique et économique inchangé, l'indépendance acquise en 1804 était et demeure inacceptable pour les pays occidentaux. Le concept de la personne humaine n'est devenu possible que lorsque a été brisé le moule de la société esclavagiste et c'est à ce moment qu'Haïti est devenue le point de mire de l'Occident.

Une semaine seulement après la catastrophe du 12 janvier 2010 les Etats-Unis d' Amérique du Nord, la France, le Canada, l'Union Européenne et un membre de l'Onu exhibant leurs arrogances coutumières, se sont réunis au Canada pour préparer un plan d'aide et de reconstruction. Ces pays n'offrent pas, tant au point de vue politique que moral les garanties requises pour faire aboutir les revendications et exigences du secteur démocratique et progressiste haïtien. Nous ne devons pas perdre de vue que les forces économiques internationales qui commandent et dominent les différents secteurs de notre vie nationale, contrôlent en fait les forces politiques, les circonviennent, les corrompent, les achètent en achetant dans le même temps une opinion publique bafouée.

Des bruits alarmants circulent au sujet de notre pays, et l'Ambassade Américaine et le département d'Etat n'ont pas cru devoir calmer l'opinion publique haïtienne et internationale par une déclaration non équivoque sur la question d'intervention, ou de mise sous tutelle internationale qui s'agite aussi bien dans la presse américaine que dans la presse haïtienne. Au contraire l'équivoque est entretenue, et le peuple soupçonne à tort ou à raison des chantages diplomatiques qui tendraient à susciter nous ne savons quel jeu du donnant donnant. *« L'interruption sanglante du processus démocratique dans notre pays en 1991 et en 2004 comme le disait Fidel Castro en dit long sur la duplicité morale des Etats- Unis, de la France, du Canada et de tous les autres qui se bousculent pour nous venir en aide, »* incluant bien entendu la République Dominicaine qui a permis que les prétendus rebelles, entraînés et financés par la C. I. A, se retranchent en toute impunité sur son territoire…

Nous devons nous mettre à la tâche le plus vite possible, tout en nous assurant que toutes les mesures soient prises pour que le nouveau départ que nous envisageons pour notre pays ne laisse pas la voie libre au complexe militaro-industriel des pays impérialistes qui nous ont fait tant de mal durant les quatre derniers siècles et que nous avons dû endurer dans la solitude la plus complète, ne se présentent aux yeux du monde comme les seuls capables de nous aider.

«Poursuivant une politique militariste, ces pays considèrent nos richesses naturelles comme faisant partie de leurs réserves stratégiques, voient dans nos côtes des facteurs géopolitiques internationaux et veulent obtenir de gré ou de force l'assentiment de nos gouvernements aux politiques menées dans les réunions internationales, comme celle mentionnée plus haut. »

Les Etats- Unis sont vraiment embarrassés quant au choix d'une attitude ou d'une action susceptible de susciter la confiance et l'esprit de collaboration loyale chez les pays en voie de développement, particulièrement dans le continent Américain. Ils demeurent emprisonnés dans les contradictions de base qui se sont faites jour dans le fonctionnement du système. Les dirigeants américains sont crucifiés entre deux politiques, et le capitalisme est en train de se scinder sur ce plan.

Faut- il comme par le passé, laisser agir à sa guise le capital industriel désireux de s'exporter pour des investissements lucratifs dans les pays sous- développés ou en voie de développement -capitalisme de libre entreprise- ou bien le gouvernement fédéral doit- il activement intervenir pour courber et orienter l'action du capital sur le marché extérieur. Les Etats-Unis voient très bien la contradiction de surface qui fait scandale politique, mais ils ne découvrent pas la source de la contradiction. Ils ne saisissent pas le caractère véritable du conflit qui déchire l'économie nord-américaine, c'est -à- dire la lutte entre le capital financier et le capital militaro- industriel pour le contrôle des marchés extérieurs, et la modification de structure politique qui s'ensuivra de plus en plus par la transformation du système américain en capitalisme d'Etat.

Il n'est pas question de démonter ici le mécanisme pour montrer les contradictions de base du régime qui affectent en l'occurrence l'organisation onusienne, ni de dévoiler les antagonismes qui surgissent à l'occasion du conflit entre les pays développés et les pays sous- développés au sein de l' organisation. Mais ce qu'il importe de constater, c'est que ses antagonismes sont réels, qu'ils s'établissent dans le domaine économique, et qu'ils ne tendent finalement pas moins qu'à une redistribution nouvelle du revenu mondial en faveur des pays en développement ou sous- développés.

Donc, cette lutte, qui dans le meilleur des cas ne peut dépasser le cadre de quelques réformes, est impuissante à mettre en question le fondement même des privilèges de l'impérialisme.



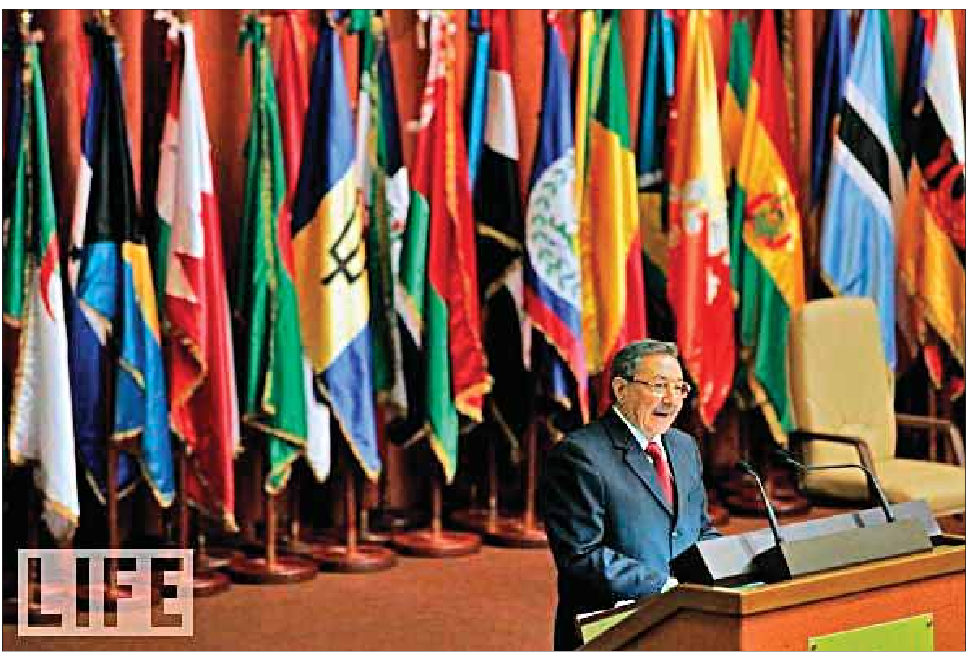
Le président cubain Raul Castro (à gauche), le p secrétaire général Ban Ki-moon, avant la cérém des Non-Alignés en juil

Bien qu'elles ne tirent point leur origine de l'incompréhension, ou même de l'hypocrisie politique des dirigeants de l'ONU, on doit finir par admettre que les décisions de cette institution ne sont autres que le reflet des décisions du département d'Etat américain. S'il n'en était vraiment ainsi, s'il n'entrait dans ses perspectives et ses calculs que des éléments d'erreur, d'ignorance ou de mésinterprétation du problème social mondial et plus particulièrement au Sud du Rio Grande, il serait toujours loisible à ces dirigeants, une fois l'échec révélé, de remodeler les impedimenta de leur politique extérieure. A la vérité cette incohérence de l'ONU réside dans la structure même de l'économie mondiale, dont l'économie américaine la plus puissante exhibe des contradictions de plus en plus évidentes avec l'approfondissement du défi économique du socialisme.



De gauche à droite le Premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive, le Premier ministre du Canada Stephen Harper et la secrétaire d'Etat des Etats-Unis Hillary Clinton préparant au Canada un plan d'aide et de reconstruction.

Honorable Secrétaire Général, les points de vue que nous exprimons aujourd'hui ne sont pas le cri d'alarme d'une organisation isolée, d'un journal ou d'une poignée d'hommes, mais reflète l'inquiétude grandissante de tout un secteur de la population fidèle aux principes. Nous nous sentons assez sûrs de nos faits pour faire entendre la voix de l'intérêt national, l'intérêt du peuple haïtien dans son ensemble. Nous vous ferons parvenir dans les semaines à venir une synthèse



Raul Castro, adressant les membres des non alignés. Au sein de l'ONU, le mouvement des non-alignés, représente les branches à travers lesquelles, au moyen desquelles grandissent, se fortifient et s'épanouissent tous les organes de cette institution.



président égyptien Hosni Mubarak (centre), et le monie d'inauguration du sommet du Mouvement llet de l'année dernière.

des différents plans de reconstruction et développement élaborés par les organisations populaires et progressistes de notre pays. « Rien ne sert de courir, il faut partir à point »



L'ambassade des Etats-Unis en Haïti, cinquième plus grande ambassade US dans le monde après la Chine, l'Irak, l'Iran, et l'Allemagne.

Au sein de l'ONU, le mouvement des non-alignés, représente les branches à travers lesquelles, au moyen desquelles grandissent, se fortifient et s'épanouissent tous les organes de cette institution. C'est l'existence, l'expression de ce mouvement qui nous permet aujourd'hui de présenter les points de vue et les revendications du peuple haïtien.

Oui, les règlements internes, ou la « constitution de l'ONU» figure un idéal: celui de la majorité. Elle défigure un fait: celui de puissance de la minorité privilégiée sur la majorité. La constitution réelle c'est le Conseil de sécurité en attendant qu'elle soit le mouvement des non-alignés et les autres. Il est temps que cela cesse.

M. le Sécrétaire Général, nous devons utiliser la crise haïtienne pour que devienne réalité la déclaration du président Cubain Fidel Castro Ruz lors de la transmission du Sécrétariat Général à Mme Indira Gandi le 7 Mars 1983, à savoir «*que nous pouvons proclamer que notre Mouvement est plus uni que jamais, que notre Mouvement est plus vigoureux que jamais, que notre Mouvement est plus puissant que jamais, que notre Mouvement est plus indépendant que jamais, que notre Mouvement est plus nôtre que jamais.*» Nous croyons que le moment est venu de le prouver.

Fort de cet argument nous vous donnons mandat par le truchement de cette lettre de poser les questions suivantes:

A) Le Secrétaire Général de l'ONU peut-il sans consultation préalable avec les états-membres de cette organisation nommer quelqu'un non seulement comme envoyé spécial mais aussi comme coordinateur des dons et aides que notre pays (est) censé recevoir?

B) Pouvons- nous savoir pourquoi les Etats-Unis d'Amérique du nord ont choisi le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental pour construire leur cinquième plus grande ambassade après la Chine, l'Irak, l'Iran, et l'Allemagne. ?

C) Quelle est la voie que prendra l' ONU pour aider au développement effectif des ressources nationales, nous voulons dire au développement de l' amélioration des conditions de vie du peuple haïtien dans son ensemble et non au profit de quelques individus ou de quelques compagnies. Nous serions aussi curieux de savoir si les recommandations qui sortiront de la réunion projetée pour le 31 Mars 2010 au siège de l'ONU seront des recommandations concrètes pour aider le peuple haïtien à exploiter, convenablement pour en tirer lui-même parti, « les exceptionnelles réserves de bauxite, de cuivre, de charbon, d'or, de pétrole dont, selon l'expert Georges Bator de l'Université du Colorado, dispose notre pays. Cet expert pense aussi qu'Haïti pourrait développer sur une base multinationale, un complexe industriel de 7 milliards de dollars. » Et cela sans inclure l'iridium dont un certain expert signale la présence.

M. le Sécrétaire Général, nous pourrions vous faire parvenir des centaines de plans et recommandations préparés par les experts des Nations- Unies depuis les années 40 " pour porter remède à l'économie haïtienne". Nous vous en ferons grâce pour le moment, et en lieu et place, nous mentionnerons une recommandations faite par la Mission Rosemborg publiée dans le « bulletin No 36 de l'ONU: Aperçus des Nations- Unies » qui a particulièrement attiré notre attention « ……*La Mission recommande de favoriser l'émigration pour diminuer la population… »*. Tel est le premier point mis en avant " pour porter remède à l'économie d'Haïti." Il nous semble que les experts onusiens n'ont jamais pensé que le problème haïtien pourrait être un problème structurel. Pour ces experts le problème n'est rien d'autre qu'un problème de surpopulation qui doit être exporté vers des marchés étrangers comme si ces marchés existaient. Il est suggestif de signaler en passant à nos experts que de telles théories ont fourni des arguments aux mythes de la supériorité raciale et de la victoire biologique du plus apte et du plus fort, qu'elles ont garni l'arsenal aussi bien idéologique que militaire de tous les tenants du fascisme et du racisme.

Si donc toutes ces théories avaient quelque validité, les membres de la Mission Rosemborg pourraient à juste titre interpréter les vêpres dominicaines de 1937 où 30,000 de nos compatriotes ont été lâchement assassinés par les sbires de Trujillo sous les regards indifférents des moralistes, ou bien le passage périodique des catastrophes naturelles, pareille à celle qui vient de déchirer les entrailles de notre pays, comme une solution, solution déplorable sans doute sur le plan de la morale évangélique, mais justifiable et rationnelle sur le plan objectif pratique.



Les décisions de l'Onu ne sont autres que le reflet des décisions du département d'Etat américain.

Nous voulons nous assurer, M. le Secrétaire Général que la reconstruction de notre pays ne soit pas confiée aux pays qui nous ont conduits à la déchéance. Nous voulons instaurer à nouveau la salubrité dans notre République que les forces rétrogrades tant nationales qu'internationales avaient si ignoblement transformée en écurie d'Augias. Nous voulons avoir à nos cotés de nouveaux pays, de nouveaux amis que nous avons choisis nous mêmes à l'intérieur du mouvement des pays non- Alignés. Les pays choisis pour nous accompagner sont: L'Algérie, la Bolivie, Cuba, l'Equateur, l'Egypte, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, le Nicaragua, l'Afrique du Sud, Trinidad-et-Tobago, et le Venezuela. Ces pays dénommés groupe des douze seront chargés de nous appuyer, de nous accompagner, afin de mettre en application le plan de reconstruction et de développement préparé par les secteurs populaires et progressistes haïtiens qui entendent prendre en main le destin de leur pays. Ce plan sera, M. le Sécrétaire Général, le PLAN DES PEUPLES POUR LES PEUPLES.

Et puisqu'il faut bien, M. le Sécrétaire Général, que la société des hommes survive, que l' espèce humaine survive, qu'Haïti survive -ce qui est une loi de la nature- une heure sonne finalement à l'horloge des consciences. Au milieu de la confusion, de la lutte stérile, il se dessine un mouvement nouveau, un processus nouveau se développe. Les peuples ne sont plus exclusivement livrés à eux-mêmes. Ils apprennent çà et là à se grouper, ils se découvrent des intérêts communs, et ils se donnent la main. Ils se disent qu'ils doivent arrêter ces fauteurs de guerre et créateurs de pauvreté et mettre fin une fois pour toutes à cette ignominie.

Comme jadis en 1804 le peuple Haïtien au beau milieu de la douleur, brandit encore une nouvelle fois le drapeau de la lutte pour la liberté. La réussite de notre lutte sera un modèle pour un monde nouveau. Nous ne sommes pas isolés parce que solidaires de millions d'autres dans cette grande symphonie des multitudes où rugit l'ouragan printanier de l'humanité nouvelle qui monte avec les foules.

Nous espérons, M. le Sécrétaire Général, que notre requête sera examinée avec courage et détermination, qu'elle sera partagée avec tous les membres du Mouvement et qu'elle sera agrée.

Dans l'attente de votre réponse nous vous prions de recevoir nos patriotiques salutations.

Jacques Elie Leblanc, Berthony Dupont, Dr Frantz Latour, Morrisseau Lazarre, Pierre L. Florestal, Jackson Rateau, Didier Leblanc, Kim Ives, Roger Leduc, Anthony Leroy, Ray Laforest, Mona Péralte, Yves Pierre-Louis, Yves Camille, Romestil Pierre Melisca

D'autres signatures suivront



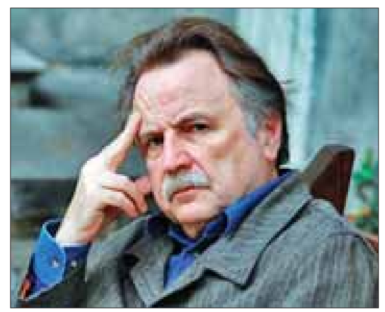
Comme jadis en 1804 le peuple Haïtien au beau milieu de la douleur, brandit encore une nouvelle fois le drapeau de la lutte pour la liberté, et la réussite de notre lutte sera un modèle pour un monde nouveau

Témoignage et réflexions

Régis Debray en Bolivie et en Haïti (6ème partie)

Par Claude Ribbe

En 2004, la France se réconciliait avec les Etats-Unis en participant au renversement du président Jean-Bertrand Aristide. Côté français, le coup d'Etat était organisé par l'intellectuel pseudo-révolutionnaire Régis Debray. Témoin privilégié de ce drame, l'écrivain Claude Ribbe, qui fut membre de la Commission internationale d'experts sur la dette d'Haïti, relate ici le complot, la campagne de diffamation contre le président Aristide, son enlèvement et sa séquestration. Paris avait prévu de réinstaller au pouvoir l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier, mais les Etats-Unis imposèrent au dernier moment leurs hommes, Boniface Alexandre et Gérard Latortue.



Régis Debray



Andy Apaid du groupe des 184

L'ultimatum de Debray à Aristide

Le coup d'État initial avait été prévu avant que les cérémonies du Bicentenaire n'aient lieu, c'est à dire avant le 1er janvier 2004. Pour la France, qui redoutait par dessus tout ce bicentenaire, c'était la meilleure solution. Régis Debray voyait un par un les responsables des pays africains contrôlés par la France, probablement pour les menacer s'ils participaient au bicentenaire d'Haïti. Lorsqu'il m'avait reçu chez lui à Paris, il ne s'en était pas caché. Il s'était même étonné de la position inflexible de la ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, favorable aux Haïtiens. « *C'est étrange. Ce que vous me dites me rappelle ce que m'a dit la ministre dans son mauvais anglais* » lançait-il avec mépris.

On se souvient que Régis Debray, lui, dès l'époque de son équipée bolivienne, parlait très bien l'anglais.

Alors que j'étais en transit le 11 décembre 2003 à l'aéroport de Pointe-à-Pitre, pour prendre l'avion de Port-au-Prince, un ami haïtien m'avait présenté le chef d'escale d'Air France à Port-au-Prince. Ce chef d'escale ressemblait à tout sauf à un chef d'escale. Il était accompagné d'une jeune femme, originaire d'un ancien pays communiste, qu'il nous présenta comme sa compagne et dont on pourrait dire sans médisance qu'elle n'avait pas très bon genre. Le hâbleur se félicitait d'avoir obtenu la naturalisation de la fille. Il ne nous dit pas comment, mais on sentait qu'il en avait très envie. Mon ami faisait un simple aller-retour et devait repartir de Port-au-Prince le 15 décembre. Le chef d'escale l'informa, très sûr de lui, qu'il n'y aurait pas de vols ce jour-là. Je lui demandai de répéter. Il me répéta en souriant, et d'un air entendu : « *Non, le 15 décembre, il n'y aura pas de vols à Port-au-Prince ! Aucun vol* ! »



Dominique de Villepin (à droite) recevant René Préval en France après sa victoire aux élections du 7 février 2006

Effectivement, le 15 décembre fut assez mouvementé. Andy Apaid, chef de l'« opposition » au président Aristide, organisa des manifestations sporadiques où de pauvres hères, pour quelques malheureux dollars, brûlaient trois pneus de voiture, à la plus grande satisfaction des journalistes français qu'Eric Bosc, de l'ambassade de France, appelait pour aller photographier le « chaos » qui s'instaurait, jour après jour, dans ce pays maudit gouverné par un « assassin », un « trafiquant de drogue » un « psychopathe pervers ». Telles étaient les épithètes dont la presse française gratifiait le premier président démocratiquement élu d'Haïti. Un journaliste se lâcha même au point d'écrire dans Le Figaro : « *L'échec d'Haïti démontre l'inaptitude des peuples noirs à se gouverner eux-mêmes.* » Personne ne releva. Je reçus une volée de mails d'un écrivain haïtien vivant à Paris et qui m'avait oublié, par mégarde, dans son listing. Ce nouveau Camille Desmoulins exhortait les intellectuels haïtiens à descendre dans la rue le jour même pour renverser le « tyran sanguinaire ».

En même temps, Jean-Claude Duvalier, dans un luxueux hôtel parisien, donnait une interview à la presse états-unienne pour faire savoir qu'Aristide était le pire dictateur qu'Haïti ait jamais connu. Oui, je n'invente rien, c'était le chef des tontons macoutes qui disait cela. La journaliste états-unienne, un peu gênée, évoqua (très discrètement) le passé. Là, Bébé Doc répondit superbement : « Je ne dis pas que je n'ai pas commis quelques erreurs… » Si Duvalier montait ainsi au créneau, c'était bien entendu qu'il y avait été autorisé par ses hôtes, c'est-à-dire par M. de Villepin dont je serais bien étonné qu'il n'ait jamais rencontré l'ex-chef des « volontaires de la sécurité nationale » qui se réclamait désormais de l'opposition et lançait cet étrange appel depuis Paris. Certains esprits malades soutenaient, au Quai d'Orsay, que le retour de Duvalier était la meilleure solution. Naturellement, ils disaient cela spontanément, sans que Duvalier les y ait « incités » d'une manière ou d'une autre…

Au même moment, le 15 décembre 2003 à 15 heures locales, Régis Debray se présenta au palais national de Port-au-Prince avec Véronique de Villepin-Albanel. Ils insistèrent pour être reçus et firent savoir qu'ils avaient un message urgent pour le président, de la part du gouvernement français. C'est le docteur Maryse Narcisse, conseillère d'Aristide, qui les reçut tout d'abord. Ils insistèrent avec beaucoup d'insolence pour voir Jean-Bertrand Aristide. Elle en informa le président qui se résolut finalement à les rencontrer, en présence de Mme Narcisse. Debray et son amie demandèrent que la conseillère sorte. Le président s'en étonna. Mais ils voulaient lui parler sans témoins. Il céda. Là, on changea de ton.

On était très loin de ce « moment fraternité » sur lequel le bon apôtre Debray est aujourd'hui intarissable lors des conférences qu'il donne chez les francs-maçons pour mieux vendre ses livres. Là, le style était plus direct. La dame patronnesse de Sciences po se fit un plaisir de régurgiter les menaces de son frère. L'ex guérilléro, l'œil injecté de sang, en rajouta. Dehors le nègre ! La démission ou la vie ! C'est le maître blanc qui te le dit : Dégage, et plus vite que ça ! Ôte toi de là qu'on s'y mette ! Tel était à peu près le message de Paris. Le message de Dominique de Villepin, l'homme qui nous expliquait naguère que la France est une coquine dont le fantasme serait que des vauriens de son genre la prennent de force, à la hussarde. Joli programme !



Le docteur Maryse Narcisse

Les émissaires dirent en substance au président Aristide, au nom de la France, que s'il ne démissionnait pas immédiatement, « on » allait l'assassiner. Ils ne pouvaient pas avoir une information pareille sans connaître les assassins. « Avez-vous donc une vocation de martyr ? » hurlait la pieuse épouse du général Albanel.



Jean-Claude Duvalier

Si Régis Debray a admis s'être rendu au Palais national ce jour là et avoir rencontré le président, il a toujours nié avoir été accompagné de Véronique de Villepin. Mais Debray n'est plus à un mensonge près. Ce mensonge-là, particulièrement grossier, ne fait que révéler que le guérilléro bavard souhaitait protéger Véronique de Villepin. On peut se demander pourquoi. Malheureusement pour Debray, il y a des témoins. Les employés du Palais national qui les virent arriver tous deux, le docteur Narcisse qui m'a raconté la scène, le président Aristide lui-même qui me l'a confirmée dans une interview filmée en janvier 2005 [7]. Mais il y a mieux. L'ambassadeur de France, Thierry Burkard, pour se couvrir, rédigea un télégramme diplomatique faisant état de cette visite et des menaces proférées par Véronique de Villepin et Debray. Il le fit même assez largement circuler pour qu'un journaliste du Monde, M. Paolo Paranagua, y fasse clairement allusion dans un article qui fit trembler Villepin.

Au printemps de 2004, après le coup d'Etat, alors que le chef d'escale d'Air France trop bavard rentrait chez lui, à Port-au-Prince, deux hommes à moto s'approchèrent et lui logèrent une balle en pleine tête. Personne ne s'est jamais étonné de cet assassinat, aussitôt mis sur le compte de l'«insécurité» ambiante.

La Grèce, fermement ancrée à l'Ouest -

Les règlements favorisent les parieurs au Casino Wall Street

(2ème partie)

Par Alexandre Contos

A Salonique, la deuxième ville du pays, sur la courte distance de l'aéroport au centre de la ville quelqu'un a compté les posters pré-électoraux avec cette tête, il y en avait 450, de toutes dimensions. Le PASOK socialiste a dit qu'il n'en mettrait aucun. Allons donc! a dit un commentateur de la radio RSO, Ne savons-nous déjà pas qui est le premier ministre sortant et chef de Nea Dimokratia?!

On mentionne à peine les barons voleurs et on les inquiète encore moins. Tout comme Obama a choisi d'ignorer les méfaits de Bush et Cheney. Tout comme Joe Cassano, chef des Produits Financiers à l'American International Group Inc. (AIG) (2001-2008), qui, "en août 2007 a dit aux investisseurs que ses contrats CDS [ndlr. couvertures de défaillance ou en anglais Credit Default Swaps (CDS) sont des contrats de protection financière entre acheteurs et vendeurs] ne pouvaient même pas perdre "$1"; a pourtant perdu 352 millions de dollars ce trimestre-là [et] jouit maintenant de ses 280 millions de dollars de rémunération" [Rolling Stone, op.cit.].

Tout comme les familles de travailleurs ont protesté en février de l'année dernière devant les riches villas des cadres de l'AIG au Connecticut qui avaient reçu des dizaines de millions de dollars en bonus après avoir fait l'objet d'un sauvetage massif de la part de l'Etat fédéral, exactement une année plus tard, des manifestants se sont réunis devant la bourse d'Athènes avec des pancartes disant: "La crise doit être payée par la ploutocratie" et, en référence aux nombreuses compagnies offshore contrôlées par de richissimes grecs: "100,000 compagnies offshore ont pillé 500 milliards d'Euros." [Costas Paris & Alkman Granistas, Greece Weighs New Austerity Cuts, Wall Street Journal, Feb 23, 2010].

Les plus vulnérables finissent toujours par payer les pots cassés ou, comme on dit maintenant, les classes dirigeantes privatisent les profits mais socialisent les pertes.

AIG et leurs pareils prétendent qu'ils doivent payer des bonus pour garder les plus brillants employés du secteur. Cette obsession perpétuelle avec les "plus brillants" dans ce pays axé sur la compétition me fait hérisser. Les "meilleurs et plus brillants" sont totalement auto-centrés, ceux qui contribuent négativement à la société, les plus arrogants, et pire, ceux qui doivent marcher sur le corps des autres pour obtenir leur bonus. Les "meilleurs et plus brillants" ont créé cette crise, et on attend maintenant qu'ils se calment, s'auto-règlementent et changent!

Kissinger était un tel "brillant", et grâce à lui "le Cambodge a été le pays le plus massivement bombardé dans l'histoire. C'est un fait public", re-reconfirmé par des documents rendus publics lors de l'Administration Clinton [Noam Chomsky, What We Say Goes, Conversations on U.S. Power In A



Rencontre de Barack Obama avec les anciens secrétaires d'État George Shultz (à gauche) et Henry Kissinger

Changing World, 2007, p.103]. Ainsi, ce "meilleur et plus brillant" était infiniment plus meurtrier que les tigres de paille Cheney and Bush. Le fait que Kissinger soit un conseiller d'Obama montre bien qui est ce dernier. Pas étonnant que tous deux aient obtenu le nobel, avec un petit "n". Conseiller est un faible mot. Le conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis, James L. Jones, a fait la remarque suivante à la 45ème conférence sur les politiques de sécurité à l'hôtel Bayerischer Hof de Munich le 8 février 2009.

"Merci pour ce merveilleux hommage à Henry Kissinger hier. Félicitations. En tant que le plus récent conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis, je reçois mes ordres journaliers du Dr. Kissinger, filtrés depuis en haut à travers le général Brent Scowcroft et Sandy Berger, qui est également présent. Nous avons une chaîne de commandement au National Security Council qui existe aujourd'hui" [tiré du Council on Foreign Relations, http://www.cfr.org/].

Dans le même esprit, les "meilleurs et plus brillants" ont créé cette crise financière sans précédent, mortelle pour des millions. Car si le conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis reçoit ses ordres de Kissinger, Obama travaille pour le financier George Soros, comme l'a dit Kevin Pitts, un commentateur à propos d'une réunion de hedge-fund managers prêts à se précipiter sur la Grèce et l'Euro (voir plus loin).

L'AIG est devenue "le symbole des prises de risques aventurières à Wall Street", mais, étant "un colosse globalement interconnecté, avec 74 millions de clients dans le monde entier et des opérations dans plus de 130 pays, le gouvernement a décidé qu'il était tout simplement trop gros pour le laisser périr" [Fed, Treasury chief to get grilled on AIG, Jeannine Aversa, Assoc. Press, March 24, 2009].

"C'est pourquoi le plus gros cadeau que les banquiers ont obtenu par le sauvetage n'était pas fiscal mais psychologique. "La partie la plus précieuse du sauvetage" a dit le représentant Sherman, "était la garantie implicite qu'ils sont Trop Gros pour Périr". Au lieu de liquider et poursuivre en justice les institutions insolvables qui nous ont tous fait tomber avec elles dans une intrigue Ponzi * géante, nous les avons noyées sous des tonnes d'argent et de garanties et toutes sortes d'autres gestes pour les remettre en selle. Et ce qui devrait vraiment effrayer tout le monde est que Wall Street a immédiatement commencé à écumer son propre argent de sauvetage. Si les sauvetages prouvaient à nouveau la psychologie d'escroc des bulles, les récents chiffres de profit et de bonus montrent que la même psychologie est de retour, pleine de force, et à la recherche de nouveaux désastres à créer. "C'est la preuve" a dit le représentant [Paul] Kanjorski, "qu'ils ne comprennent toujours pas"" [Wall Street's Bailout Hustle – Goldman Sachs and other big banks aren't just pocketing the trillions we gave them to rescue the economy - they're re-creating the conditions for another crash, Matt Taibbi, Feb 17, 2010].

La vérité est que le système est totalement pourri et que les mêmes crises et pires vont continuer, AIG en février 2009, la Grèce en février 2010. Car dans ce système, les officiels du gouvernement et du secteur privés sont de la même race, parfois les mêmes personnes. Robert Rubin était le ministre du trésor sous Bill Clinton (1995-1999), ensuite il est devenu président de Citigroup, avant il avait passé 26 ans chez Goldman Sachs, maintenant il est le mentor du ministre du trésor d'Obama, Geithner. Henry Paulson était le dernier ministre du trésor de Bush (2006-2009), avant cela il avait été PDG de Goldman Sachs (1999-2006). Goldman Sachs... certains hors des Etats-Unis ne connaissent que peu de choses sur "la banque d'investissement la plus puissante au monde [...] une grande pieuvre vampire enveloppant le visage de l'humanité, enfonçant sans cesse son entonnoir de sang dans tout ce qui sent comme de l'argent" [The Great American Bubble Machine – From tech stocks to high gas prices, Goldman Sachs has engineered every major market manipulation since the Great Depression – and they're about to do it again, Matt Taibbi, Rolling Stone, Jul 13, 2009].

Le destin de cette compagnie s'est lié à la Grèce dès 2001. A l'époque, le pays était impatient de monter dans le train Euro. Pour ce faire, il devait freiner sa prodigalité fiscale pour respecter deux critères importants définis par le Pacte de stabilité et de croissance établi en 1996 pour les Etats membres: un ratio dette/PNB de moins de 60% et, plus important, un ratio déficit/PNB de moins de 3%.

A suivre

Terrorisme: la liste des USA est très discutée

Par Benjamin Harroch

Depuis l'établissement d'une liste de 14 pays à risques par les Etats-Unis, les réactions se succèdent. Entre vive opposition des pays concernés et ralliement des pays occidentaux, la question divise le monde.

Après le Nigéria, Cuba et la Syrie, c'est au tour de l'Algérie, par la voix de son ambassadeur à Washington, Abdellah Baali, de protester mercredi 6 janvier contre le durcissement des contrôles de sécurité dans les aéroports à l'encontre des ressortissants de 14 pays. Une liste a été rédigée à la suite de l'attentat manqué du 25 décembre à bord d'un vol Amsterdam-Detroit. Elle comporte l'Algérie, le Nigéria, le Yémen, le Pakistan, l'Afghanistan, la Lybie, la Somalie, Cuba, l'Irak, le Liban, l'Arabie saoudite, la Syrie, le Soudan et l'Iran. La levée de bouclier des pays concernés est contrebalancée par la position adoptée par la plupart des pays occidentaux qui emboîtent le pas américain.

"Elargir" la liste "des pays à risque"

De fait, Brice Hortefeux, le ministre français de l'Intérieur a annoncé que la France allait "élargir" la liste "des pays à risque", qui en compte actuellement sept, à une tranche "de 20 à 30" pays, et "recueillir le plus d'informations possibles avant l'embarquement". Depuis le 1er janvier, les compagnies qui ne donneraient pas la liste de leurs passagers seront sanctionnées financièrement, au moment de l'embarquement, d'une amende de 50.000 euros", a-t-il rappelé. De même, en annonçant la dotation par leur pays de scanners corporels, le Canada, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas se sont engagés à appliquer le durcissement des mesures de sécurité à l'encontre des voyageurs des 14 Etats inscrits sur la liste noire américaine. Une manière implicite de cautionner l'existence de cette liste de pays à risques.

"Mesures discriminatoires"

L'appréciation des pays blacklistés est tout autre. Abdellah Baali, l'ambassadeur algérien à Washington, estime par exemple qu'"il s'agit de mesures discriminatoires à l'égard de citoyens d'Algérie qui ne posent pas de risque particulier pour les Américains". Assurant également que "Les USA ont le droit de protéger leurs citoyens", le diplomate algérien compte déposer une protestation officielle une fois qu'il aura reçu "un avis officiel de changements opérés dans les mesures de sécurité relatives aux passagers à destination des USA".

"Paranoïa antiterroriste"

Hier, c'est le gouvernement cubain de Raul Castro qui a protesté auprès du chef de la Section des intérêts américains à La Havane contre son inclusion dans la liste des voyageurs à surveiller établie par les Etats-Unis.



Demonstration d'un scanner corporel à l'aéroport Schiphol d'Amsterdam pour les vols à destination des Etats-Unis. (c) Reuters

Dans un communiqué, le ministère cubain des Relations extérieurs assure rejeter " catégoriquement cette nouvelle action hostile du gouvernement des Etats-Unis qui émane de l'inclusion injustifiée de Cuba dans la liste des Etats soutenant le terrorisme, (une liste) politique dont le but est de justifier l'embargo (américain contre Cuba) condamné unanimement par la communauté internationale". Le journal officiel du Parti communiste cubain, Granma, avait qualifié lundi de "paranoïa antiterroriste" cette mesure qui prévoit un contrôle renforcé de "tous" les passagers originaires ou en provenance de pays considérés comme des soutiens au terrorisme "ou de tout autre pays concerné".

Sans relations diplomatiques depuis 1961, Cuba et les Etats-Unis sont néanmoins reliés par des vols quotidiens directs entre La Havane et Miami (Floride), où vit une importe communauté d'exilés cubains.

"Deux poids deux mesures"

Quelques heures plus tôt, c'est le Nigeria qui a fait part de sa protestation contre ces nouvelles mesures de sécurité. Ojo Maduekwe, le chef de la diplomatie nigériane, avait ainsi déclaré avoir "indiqué clairement au gouvernement américain, par le biais de l'ambassadrice des Etats-Unis, que cela était inacceptable pour le Nigeria". Ojo

Suite à la page (19)

"Le monde appartient à la Chine, nous ne faisons qu'y vivre"

Par Rana Foroohar et Melinda Liu

L'empire du milieu réécrit les règles qui gouvernent le commerce, la technologie, la monnaie, le climat - et tout ce qui s'ensuit.

Au temps où le président Barack Obama vivait en Indonésie, à la fin des années soixante, **la Chine** était considérée comme la force hostile du nord, là où les communistes complotaient pour exporter leur révolution dans le reste de l'Asie. Djakarta qu'il visitera dans quelques jours a totalement révisé son attitude vis-à-vis de la République Populaire. Les entreprises locales concluent des affaires en yuan, la monnaie chinoise, plutôt qu'en dollars. Si Djakarta connaissait des problèmes financiers, comme ce fut le cas en 1997, le pays pourra compter sur un fonds de réserve régional de 120 milliards de dollars, une déclinaison spécifique à la zone Asie du Fonds Monétaire International, qui sera mis en place au cours du mois, financé en partie grâce aux réserves de change massives de la Chine. Les grands problèmes économiques et politiques de l'Asie ne sont plus réglés par des visites du style de celle d'Obama — des rencontres bilatérales entre les Etats-Unis et un pays en particulier — mais au cours de sommets où l'on ne retrouve que la Chine, le Japon, la Corée du Sud et les pays d'Asie du Sud-Est. «**La Chine a joué un rôle fondamental** dans ce déplacement du centre d'attention régional du couple Asie-Pacifique — principalement les Etats-Unis et le Japon — vers la zone 'Asie de l'Est', qui compte la Chine en son milieu», indique Martin Jacques, auteur de «*When China rules the World*» (Quand la Chine dirigera le monde, NdT).



Un soldat chinois sous les drapeaux

Influence bien plus grande

On peut comprendre que la Chine mérite d'avoir son mot à dire sur ce qui se passe dans son voisinage. Mais ce que beaucoup n'ont pas encore remarqué, c'est que Pékin ambitionne également de rédiger — du moins d'aider à rédiger — **les nouvelles règles qui régissent le monde**. «*La Chine veut aujourd'hui s'asseoir en tête de table*», confirme Cheng Li, directeur d'étude du John L. Thornton China Center de la Brookings Institution. «Ses dirigeants veulent faire partie des grands architectes des institutions internationales». On oublie facilement que les grandes institutions internationales comme le FMI ou la Banque Mondiale ont été créées par un petit groupe de pays, emmenés par les Etats-Unis. Ces organisations économiques ont une influence au niveau mondial, un Monde toutefois dominé par la superpuissance américaine, et leurs politiques sont baignées de valeurs américaines. Quand Pékin ne jouait encore que dans le petit bain, ses dirigeants n'étaient pas forcément d'accord avec la façon de faire mais ils devaient s'en accommoder, jusqu'à être contraint d'affronter et de vaincre à l'intérieur un mouvement résolument opposé à l'adhésion du pays à l'OMC. Aujourd'hui, la Chine dispose d'une influence bien plus grande au niveau international, et son opinion publique a adopté une posture plus combative (voire totalement jingoiste*). Avec un œil sur les intérêts nationaux chinois, et l'autre sur les critiques de l'intérieur prompts à accuser le régime de «couver» l'occident, Pékin a entrepris de pousser à une **recomposition des systèmes internationaux** afin qu'ils soient plus «compatibles» avec les ambitions du pays (et par là, améliorer les chances de survie du régime).

Rivaliser le dollar

Paradoxalement, les responsables américains se plaignent souvent de ce que Pékin ne s'implique pas plus dans la gestion des affaires du monde — refusant de prendre part aux efforts de sécurisation de l'Afghanistan, par exemple. Dans la plupart des cas, toutefois, on demande à la Chine de rejoindre un système qu'elle n'a pas aidé à mettre en place — et qu'elle estime conçu pour favoriser les intérêts de l'occident. Les Chinois seront bien plus enclins à s'engager auprès de structures qu'ils auront contribuées à créer, telles que **le Shanghai Cooperation Organization**, une sorte d'OTAN pour l'Asie Centrale dans laquelle la Chine (comme son nom le suggère) joue le rôle principal. L'alliance, considérée à ses débuts en 1996 comme une aimable plaisanterie, a évolué jusqu'à devenir un des piliers de la sécurité de la région. De la même façon, les efforts de Pékin en vue d'établir le yuan comme rival du dollar font des progrès notables. Ces derniers mois, la Chine a conclu pour 100 milliards de dollars en accords de swaps de devise** avec six pays, dont l'Argentine, l'Indonésie et la Corée du Sud. **Le yuan est devenu la devise officielle** des échanges entre l'Asie du Sud-Est et deux provinces chinoises situées à sa périphérie. «Le yuan sera prochainement utilisé comme devise pour les échanges avec l'Inde, le Pakistan, la Russie, le Japon et la Corée» confirme Gu Xiaosong, directeur de l'Institut des Études sur l'Asie du Sud Est à Nanning. Ces pays pourront au final utiliser la devise chinoise lors de leurs propres échanges commerciaux. Autre étape importante, bien que passée relativement inaperçue, dans l'accession du yuan au rang de monnaie internationale librement convertible, Pékin a émis à Hong Kong à la fin de l'année dernière sa première émission obligataire internationale.

Mutations du Web

Tout aussi discrètement, Pékin contribue aux mutations du Web. Les prises de bec de la Chine avec Google ont récemment fait les premières pages — la firme américaine ayant annoncé qu'elle refusait dorénavant d'obéir aux règles locales en matière de censure après que les réseaux de l'entreprise eurent été

Suite à la page (17)

« La base de Guantanamo sert à créer plus de terroristes »



La Base de Guantánamo est utilisée pour créer des terroristes

Il s'agit d'un entretien publié par Democracy Now le 15 mars dernier mais dont le journal électronique de langue hispanique Rebelion a publié aujourd'hui 17 mars des extraits que j'ai traduits pour changement de société. (note DB)

Le New York Times a catalogué Chomsky comme peut-être l' «intellectuel le plus important vivant d'aujourd'hui ». Cependant ses opinions sont rarement entendues dans les mass medias. La publication de Democracy Now! de ce lundi a été consacrée au linguiste et dissident de renommée mondiale, Noam Chomsky. Dans une longue conversation publique avec ce périodique dans Harvard Memorial Church au Cambridge, au Massachusetts, Chomsky parle de la politique extérieure et de la politique de sécurité nationale du président Obama, l'enseignement que le Vietnam a laissé, et de son propre activisme. « On ne peut pas s'occuper à moitié de ce type de choses », affirme Chomsky. « Ou c'est fait d'une manière sérieuse et l'on s'engage sérieusement, ou tu vas à une manifestation et tu reviens à la maison et tu oublies la question, tu reviens à ton travail et il n'arrive rien. Les choses ont un sens quand on y consacre réellement du travail effectif. ».

AMY GOODMAN : Nous commençons aujourd'hui avec un extrait de discours le plus récent de Chomsky, un regard critique vers l'impulsion que l'administration d'Obama donne à l'augmentation des sanctions contre l'Iran.

NOAM CHOMSKY : La défense du président Lula en faveur de l'Iran par rapport à son usage des technologies nucléaires a été vue dans les moyens massifs comme une forme de paradoxe. Pourquoi n'est-il pas avec le reste de la communauté internationale, avec le reste du monde ? Cette question est un point central de ce qui est la culture de l'impérialisme. Qui est-ce qui est la communauté internationale ? En dernier ressort, si l'on regarde bien, la communauté internationale est Washington et ceux qui veulent exister doivent se conformer à cette vision. Le reste n'est pas une partie du monde. C'est une espèce d'opposition.

Un autre groupe qui ne fait pas non plus partie du monde est la population des États-Unis. Dans les enquêtes plus récentes, il s'en fait une par année, la majorité des Américains étaient d'accord avec le fait que l'Iran ait le droit de développer l'énergie nucléaire, mais bien entendu pas avec les armes nucléaires. De fait, la dite enquête a démontré que les opinions des Américains par rapport au sujet étaient presque identiques à celles des Iraniens sur un grand nombre de thèmes.

Personne avec un minimum de sens commun ne veut ni en Iran ni nulle par ailleurs développer les armes nucléaires. C'est pourquoi à ce sujet tous sont d'accord. Et de fait il y a assez de conflit sur le sujet de la prolifération des armes nucléaires. Ce n'est pas une plaisanterie. La vision d'Obama inclut-elle la force, est-ce qu'elle tient bon sur la nécessité de mettre fin aux armes nucléaires et à les réduire et aller vers leur élimination? Bien! , est-ce que c'est sa vision: et en pratique ?

AMY GOODMAN : Sur la politique extérieure du président Obama ?

NOAM CHOMSKY : Quand il est arrivé à la Maison Blanche ou quand il a été élu, je crois que c'était Condoleezza Rice qui a pronostiqué que la politique extérieure d'Obama allait être la continuation du second mandat de Bush, qui après avoir éliminé des personnages comme Wolfowitz et Rumsfeld, a opéré un tournant vers une norme plus ou moins centriste. On a plus parlé de négocier et moins d'agresser. Une politique plus courtoise par rapport aux alliés. C'était une attitude plus

Suite à la page (18)



Une importante mise à jour sur l'engagement de Toyota Canada envers ses clients.

Depuis ses débuts au Canada, il y a déjà 46 ans, la principale mission de Toyota a été de vous fournir des véhicules qui soient parmi les plus sécuritaires et les plus fiables. C'est donc pourquoi plus de 80% des véhicules Toyota vendus au Canada au cours des 20 dernières années sont encore sur les routes aujourd'hui.*

Nous sommes fiers de notre histoire et voulons continuer d'être à la hauteur du nom Toyota. Et avec plus de 19 000 employés et tous les concessionnaires Toyota au Canada qui travaillent inlassablement, nous faisons tout ce qu'il faut pour que votre expérience soit des meilleures, aujourd'hui, et à l'avenir.

Notre engagement aujourd'hui: Corriger la pédale d'accélérateur qui se coince.

- Nous avons notifié tous les propriétaires de véhicules touchés, et jusqu'à présent avons corrigé plus de 50 % de ces véhicules.
- Les concessionnaires Toyota sont capables de corriger les véhicules touchés en moins de 48 heures d'avis et en moins de 30 minutes. Veuillez communiquer avec votre concessionnaire Toyota pour prendre rendez-vous si vous ne l'avez pas encore fait.

Notre engagement pour l'avenir: Le client d'abord.

- Notre président Akio Toyoda, a lancé un examen exhaustif et d'envergure internationale des contrôles de la qualité chez Toyota, notamment la conception, la production, les ventes et le service.
- Nous avons créé un processus d'examen de sécurité indépendant afin d'assurer que les contrôles de la qualité se conforment aux normes de l'industrie ou les surpassent.

La fabrication de véhicules sécuritaires, fiables et de qualité est notre principale priorité. Nous faisons tout ce qu'il faut pour regagner votre confiance, et nous vous remercions de votre appui continu. En tant que l'un des plus grands fabricants de véhicules au Canada, nous fabriquons non seulement des véhicules pour nos clients, mais aussi pour nos amis, nos familles et nos voisins. En fait, plus de la moitié des véhicules Toyota vendus au Canada sont construits par des Canadiens, pour des Canadiens.

Pour obtenir les renseignements les plus récents, veuillez visiter notre site Web mis à jour à toyota.ca, ou communiquez avec votre concessionnaire ou notre Centre d'interaction avec la clientèle au 1-888-TOYOTA-8 (1-888-869-6828).



*Basé sur R.L. Polk Canada, Inc. Les données provenant de Canadian Vehicle In Operation à compter du 1er juillet 2008, pour les modèles de 1989 à 2008. La longévité actuelle de tout véhicule varie selon les conditions d'opérations.

Les Etats-Unis et l'Europe entraînés vers la guerre commerciale



Le protectionnisme et la guerre commerciale constituent invariablement la réponse des principales puissances capitalistes en l'occurrence les Etats Unis et l'Europe

Par Stefan Steinberg

Suite à la crise financière qui a commencé en 2008, les principales nations et blocs de nations capitalistes se servent de formes de plus en plus agressives de protectionnisme pour faire avancer leurs intérêts.

La question du protectionnisme s'est manifestée brusquement cette semaine lorsque la société aéronautique EADS a annoncé qu'elle retirait son offre d'une compétition pour un contrat de 35 milliards de dollars en vue de la construction de 179 avions de ravitaillement de l'armée américaine.

Des hommes politiques en colère à Berlin et à Paris ont accusé l'administration américaine de protectionnisme en faveur de Boeing, le plus important fabriquant d'avions militaires des Etats-Unis. Un dirigeant du parti libéral allemand FDP, qui fait partie de la coalition au gouvernement en Allemagne, a appelé son gouvernement à «faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils mettent fin à leurs tendances protectionnistes».

D'autres ont été plus directs encore. Joachim Pfeiffer de l'Union chrétienne sociale (CDU) un autre parti de la coalition, dit avec colère : «Ceci est un acte scandaleux et inacceptable. Il faut faire de cela un problème politique avec les Etats-Unis.» Garrelt Duin, du Parti social-démocrate SPD, parti d'opposition, déclara : « C'est là un tour de passe-passe de la part des amerlos… Les américains ne parlent de libre concurrence que quand elle les arrange. On ne peut pas simplement changer les règles du jeu parce qu'on n'aime pas le gagnant. »

Pour sa part, le ministère des Affaires étrangères français a envoyé une lettre menaçante aux Etats-Unis mardi, avertissant de ce que l'Europe allait « considérer les implications » de la prise de décision du Pentagone en faveur de Boeing et au détriment du consortium européen EADS. Il n'y a pas de doute quant à l'usage de mesures protectionnistes de la part de l'administration américaine. Elles ont été une des caractéristiques de l'administration dirigée par Barak Obama, et il eût en cela le soutien de ses alliés de la bureaucratie syndicale. Mais les plaintes faites par les hommes politiques européens sont tout à fait hypocrites.

Un certain nombre de commentaires des médias ont montré que les Etats Unis, l'Europe et certaines nations individuelles au sein de l'Union européenne ont, pendant de nombreuses années, défendu jalousement les intérêts de leur propre industrie d'armement. Il y a seulement quelques jours, certains pays européens ont approuvé le déblocage de 3,5 milliards d'Euros afin de permettre à EADS d'achever la construction de son avion de transport militaire, l'A400M.

Le quotidien allemand Handelsblatt écrivit : «Le marché commun transatlantique de défense n'est guère qu'une illusion… En fait l'Europe n'a pas réellement un marché de la défense ouvert…. les Allemands, les Britanniques et les Français protègent fortement leurs industries domestiques de la défense, empêchant les processus d'appels d'offres publics et les fusions. »

Les divergences entre les partenaires transatlantiques ne se limitent pas aux contrats militaires. Une autre fracture qui va s'élargissant est apparue cette semaine avec l'annonce par des hommes politiques de premier plan en Allemagne et en France qu'ils étaient en faveur de l'instauration d'un Fonds monétaire européen. Sur fond de crise de l'endettement en Europe, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a appelé à la constitution d'un tel Fonds, ajoutant vite que ce ne serait pas un rival du Fonds monétaire international, dominé par les Etats-Unis. Mais tout le monde a bien compris que c'est précisément cela que représentera un Fonds monétaire européen. Un commentaire paru dans le Financial Times résume les sentiments des cercles politiques européens à ce point de vue: « L'idée de Washington renflouant un pays de la zone euro est intolérable »

Le projet d'un tel Fonds européen en est au stade du développement et il y a des hommes politiques et des intérêts influents en Europe qui y sont opposés, mais les conceptions derrière le projet sont claires. Les nations européennes dirigeantes, Allemagne en tête, veulent avoir les mêmes pouvoirs permettant de passer outre à la souveraineté nationale de pays individuels et d'imposer des programmes d'austérité drastique que ceux dont dispose le FMI – sans ingérence de la part des Etats-Unis.

Ce sont de semblables considérations qui sous-tendent la récente annonce par les gouvernements allemands et français qui envisageaient des mesures destinées à empêcher diverses formes de spéculation, telles que les «couvertures de défaillance» et la «vente à découvert » contre les monnaies et les obligations d'Etat. Les objections soulevées par les capitales européennes à de telles formes de spéculation ne sont pas fondées sur une quelconque opposition de principe. Les gouvernements allemands et français sont tout à fait disposés à fournir des centaines de milliards d'euros à leurs banques respectives pour éponger des pertes résultant de telles pratiques. Leur principal souci est ici la prédominance des banques américaines dans ce domaine et la capacité de celles-ci à causer des ravages pour l'euro. Ils ont tiré la conclusion qu'une législation mini-

Suite à la page (17)

Mexique: manifestation contre Felipe Calderon à Ciudad Juarez



La Police a empêché le passage des manifestants et des affrontements ont eu lieu avec des échanges de coups et de jets de pierres.

Des habitants de Ciudad Juarez, Etat de Chihuahua, ont répudié le président Felipe Calderon, durant sa visite dans cette ville. Il y a eu des affrontements avec la Police.

La protestation a été convoquée par le Front Pluriel Citoyen pour répudier le mandataire et les mesures adoptées pour freiner la vague de violence dans la région.

Les manifestants s'opposent à la forte présence de l'Armée dans cette zone frontalière avec les États-Unis. Ils évaluent que les crimes ont augmenté et non diminué à partir de la forte militarisation.

Les manifestants ont essayé de sauter une palissade de protection qui séparait la suite présidentielle des citadins qui se pressaient dans les portes du Collège de Bacheliers de Ciudad Juarez. A cet endroit, Calderon a présenté le programme "Opportunités" pour contrecarrer la violence provoquée par des bandes de trafiquants dans la région frontalière.

La Police a empêché le passage des manifestants et des affrontements ont eu lieu avec des échanges de coups et de jets de pierres. Le mandataire a réalisé sa troisième visite à Ciudad Juarez en moins de 2 mois. La première a eu lieu le 11 février, quelques jours après le meurtre de 15 jeunes.

Depuis ce jour 227 meurtres ont été commis et depuis le début de l'année on compte presque 500 personnes assassinées.

Agence Pulsar, 19 mars 2010.
Traduit par amerikenlutte
23 mars 2010

Chili: les peuples mapuches dénoncent un manque d'aide après le séisme



La communauté mapuche située dans la commune d'Ercilla, région de l'Araucanía

Des communautés mapuches du sud chilien ont dénoncé avoir été "oubliés" par les médias et l'État devant la catastrophe que subit le pays transandin. Elles ont réalisé un appel d'aide humanitaire aux organisations sociales.

Des peuples originaires du sud de la ville de Concepción ont expliqué que les communautés rurales ont été oubliées par les autorités chiliennes, puisqu'elles n'ont pas reçu d'aide. Le séisme qu'a subi le Chili a gravement affecté les peuples mapuches dont les territoires se trouvent dans trois des quatre régions du sud du pays.

La communauté mapuche-lafkenche a indiqué qu'il existe "un désapprovisionnement total, des communications et des chemins coupés". De plus, cette situation s'ajoute aux coupures d'électricité, d'eau potable et à la destruction de logements que subissent des milliers de familles sinistrées.

La communauté mapuche située dans la commune d'Ercilla, région de l'Araucanía, s'est jointe aux remises en question et a dénoncé le manque d'action du gouvernement comme un signe de racisme et de discrimination. Des organisations sociales ont émis un communiqué le 8 mars dernier où elles ont indiqué que "les communautés subissent dans ce désastre les conséquences accumulées d'inégalité, de pauvreté et de manque de protection sociale".

Le texte se termine en signalant que "ce désastre naturel peut permettre le commencement d'un processus de reconstruction participative incluante. Mais cela peut être aussi un moment dans lequel s'aggravent les profondes inégalités du Chili".

Agence Pulsar, 18 mars 2010.
Traduit par amerikenlutte
23 mars 2010

Chine

Suite de la page (14)

attaqués à partir d'ordinateurs chinois. Mais hors champ, les Chinois ont bûché sur la **prochaine génération des standards Internet** — baptisé IPv6, en abrégé «Internet Protocol version 6». La version actuelle, IPv4 pourrait arriver au bout de son stock d'adresses IP à distribuer dès l'année prochaine. Ce que Pékin attend avec impatience, car la grande majorité des adresses — 1 milliard 400 millions en août 2007 — a été allouée à des particuliers ou des entreprises américaines, contre 125 millions pour la Chine. Moins d'une adresse IP pour 100 personnes, contre cinq par personnes aux Etats-Unis. IPv6 sera capable d'**allouer des millions de millions de nouvelles adresses**, pour faire tourner des sites web, des appareils ménagers intelligents, ou des applications militaires — et Pékin a bien l'intention de s'en adjuger une solide portion. La Chine pourrait également y trouver de nouvelles opportunités en matière de cyberpolice : à la différence de l'architecture précédente, IPv6 permet de rattacher les adresses à des ordinateurs ou des appareils mobiles, permettant plus facilement au régime de contrôler ses internautes. Ces efforts sont motivés par un curieux mélange de confiance, de fierté et d'insécurité. D'un côté, la Chine sait que ses capacités technologiques s'améliorent très vite, et entrevoit la possibilité de surclasser l'occident dans certains domaines. «*Le sentiment a toujours prévalu en Chine et dans un certain nombre de pays en voie de développement que l'Ouest est* ***the place to be*** *— sauf qu'aujourd'hui, ce n'est soudain plus le cas*», affirme Ruchir Sharma, directeur des marchés émergents chez Morgan Stanley Investment Management. Les scientifiques et les chercheurs chinois reviennent en masse à la maison pour y mener leurs recherches dans des laboratoires abondamment financés.

«Qu'est ce qui motive la Chine à débarquer sur la lune ?»

D'un autre côté, les Chinois craignent, s'ils ne s'impliquent pas dans l'écriture des nouveaux standards, que ceux-ci soient manipulés par leurs ennemis. Le régime a tenté d'interdire l'utilisation des logiciels Microsoft sur les ordinateurs de l'administration, par crainte d'une éventuelle «porte dérobée» qui permettrait au gouvernement américain de lancer des cyberattaques contre la Chine. Effectivement, bien que la Chine ne cherche pas nécessairement à s'emparer de la planète, elle a - lorsqu'elle agit - toujours à l'esprit la préservation de ses intérêts. Les **programmes spatiaux de Pékin** sont hautement secrets, mais sont de plus importants depuis quelques années, depuis le premier test réussi d'arme antisatellite en 2007, suivi cette année du lancement d'un missile solair exoatmosphérique (qui pourrait selon certains experts en sécurité occidentaux être en fait une nouvelle arme antisatellite). Au début du mois, la Chine a confirmé ses intentions d'envoyer en octobre une deuxième mission inhabitée vers la lune et le lancement en 2011 d'un module spatial destiné au premier exercice d'arrimage du pays, autant de préparatifs pour un alunissage prévu pour 2013. Avec les coupures budgétaires imposées à la NASA, la Chine est dorénavant le seul pays à investir aussi massivement dans l'exploration lunaire.

Qu'est ce qui motive la Chine à débarquer sur la lune ? Pékin attend clairement de ses aventures spatiales plus de gains matériels que n'en ont retirés les Américains. Certains scientifiques chinois sont persuadés que **l'espace recèle des sources d'énergies potentielles**, telles que l'hélium-3, et des stocks de minéraux rares que l'industrie est en train d'engloutir sur terre. Ye Zili, de la société spatiale chinoise a ainsi déclaré que le jour où les chinois atteindraient la lune, ils ne se contenteraient pas de «ramasser un bout de caillou» — une allusion limpide aux missions américaines du passé. Les règles gouvernant l'exploitation des ressources extraterrestres n'ont pas encore été écrites. Lorsqu'elles le seront, la Chine veut être assurée que ses intérêts seront bien représentés.

Etablir les règles et standards du futur

Ce principe explique la volonté du pays de dépasser le reste du monde : être certain d'avoir son mot à dire lorsque seront établies les règles et standards du futur. Le pays sait que les technologies de pointe lui offrent plus d'opportunité de progression économique que les secteurs traditionnels, et c'est pourquoi la Chine, principal pollueur de la planète, est également devenue le plus fervent partisan des technologies vertes au niveau étatique. Grâce à des subventions massives de l'État, le pays est aujourd'hui leader dans le secteur du matériel solaire et éolien, et a entrepris de créer les futurs standards de la nouvelle génération de véhicules propres. Les batteries fabriquées par la firme BYD sont déjà employées dans un quart au moins du marché mondial des téléphones mobiles. Le constructeur est à présent en tête de la course pour l'adaptation de ces batteries aux voitures électriques, principale entrave à l'existence d'un marché viable pour les véhicules électriques ou hybrides. Grâce aux directives gouvernementales, la Chine dispose déjà de la **flotte de véhicules propres la plus importante au monde**. Au fur et à mesure de l'amélioration des technologies associées, on peut être certain que Pékin poussera à l'adoption de ces voitures propres par l'ensemble du marché intérieur (qui a dépassé l'an dernier les Etats-Unis en nombre de véhicules vendus). Si les Chinois arrivent à développer non seulement le standard en matière automobile, mais également un marché d'une telle taille, ils sont assurés de contrôler le futur du secteur automobile international. Si, et quand ce jour viendra, il sera intéressant de voir si les Chinois — et le monde — continuent de soutenir les règles de libre-échange et de libre concurrence internationale qui les ont aidés à accéder à leur niveau actuel de paix et de prospérité. On peut déjà déceler des inflexions inquiétantes dans la façon dont la Chine traite les firmes étrangères. Voici dix ans Pékin faisait tout son possible pour séduire les investisseurs étrangers. Aujourd'hui, les règles ont changé. Le plan de relance de 800 milliards a renforcé l'influence des entreprises d'État par rapport au secteur privé. Des lois récentes sur les fusions rendent plus difficile l'acquisition d'entreprises chinoises par des firmes étrangères.

«Une Chine devenue riche»

En décembre, la Chambre de Commerce des Etats-Unis, et 33 autres organisations des quatre coins de la planète ont écrit au gouvernement chinois pour se plaindre d'une législation qui selon elles, interdirait de facto les firmes étrangères des lucratifs appels d'offres du secteur public. Pékin va même jusqu'à s'assurer le contrôle du marché du capital-risque. L'un des principaux investisseurs au monde, le Carlyle Group, a récemment été contraint de s'associer avec le gouvernement local de Pékin afin d'être en mesure de conclure d'autres marchés en Chine. L'idée selon laquelle une Chine devenue riche se mettrait simplement à ressembler un peu plus à l'Amérique, ou du moins être plus réceptive aux priorités des Etats-Unis se révèle erronée. La Chine n'a jamais été transformée depuis l'extérieur, et cela ne risque pas d'arriver aujourd'hui. Parmi les Chinois du peuple, la fierté devant les perspectives qui s'ouvrent à leur pays est assortie du sentiment tenace que tout cela est encore trop récent et précaire. Le rythme étourdissant du changement a un effet très spectaculaire sur les Chinois les plus jeunes, entraînant chez eux repliement sur soi et accès de nationalisme — une tendance dont des experts comme John Lee, universitaire invité du Hudson Institute, pensent qu'elle explique en partie les politiques de plus en plus agressives de la Chine en matière de sécurité, de commerce et de politique extérieure. Une agressivité qui ne peut que s'intensifier jusqu'en 2012, année où doit être renouvelée la direction du Parti Communiste. Les officiels qui tentent de se placer en vue d'un siège avant cette échéance «*perdront des points s'ils sont perçus comme mous au cours d'une négociation, quelle qu'elle soit, avec les Etats-Unis*», confirme Li de Brookings.

Travail sur son identité

De toute évidence, la Chine travaille encore sur son identité : pays riche, pays pauvre, grande puissance destinée à donner le ton sur les grands sujets, ou pays en voie de développement qui ne doit chercher que son autopréservation ? La confusion risque de mener à d'autres débâcles du style de la conférence sur le changement climatique de **Copenhague** en décembre, où l'on vit Pékin faire capoter un accord en refusant de s'engager sur une baisse obligatoire des émissions. On a beaucoup parlé du fait que le premier ministre Wen Jiabao ait snobé Barack Obama en envoyant un officiel de rang inférieur à un meeting crucial destiné aux chefs d'état. Si la Chine veut un siège à la table des grands, demandera-t-on, pourquoi y coller un sous-fifre ? Selon un officiel étranger au courant de l'affaire, mais qui n'a pas été autorisé à s'exprimer officiellement, Wen n'avait pas pour cette réunion été investi du pouvoir de décision. Plutôt que de souffrir de la gêne de cette absence de pouvoir, il a préféré rester à l'écart (l'officiel chinois qui l'a remplacé a également indiqué qu'il ne pouvait prendre aucune décision — son téléphone portable étant déchargé).

En fin de compte, le comportement déconcertant de la délégation chinoise à Copenhague était motivé par la peur de tomber dans un piège conçu par les Occidentaux. **Qui sait à quoi ressemblera notre Monde**, une fois que la Chine aura contribué à le remodeler ? Quoi qu'il en soit, la route promet d'être chaotique.

Rana Foroohar et Melinda Liu. It's China's World We're Just Living in It.

Article paru sur le site de l'hebdomadaire américain *Newsweek* le 12 mars 2010.

Traduit de l'américain par David Korn. Publié par NOUVELOBS.COM (16.03.2010)

Ndlr. **Jingoïste**: adjectif dérivé de «jingoisme», sentiment chauvin et belliciste. Le terme paraît tiré de l'expression « by Jingo » (pour *by Jesus*) popularisée en Angleterre à l'époque victorienne par deux chanteurs de bar de G. H. MacDermott et G. W. Hunt.

Le **swap de devises** (ou swap de taux d'intérêt et de devises) est un accord conclu entre deux parties qui s'échangent un montant déterminé de devises étrangères et s'engagent mutuellement à effectuer régulièrement des paiements correspondant aux intérêts ainsi qu'à se rendre le montant échangé à une échéance déterminée.

Les Etats-Unis

Suite de la page (16)

male pouvait contribuer à empêcher que les intérêts financiers américains n'interviennent à tort dans les affaires financières de l'Europe.

La guerre des paroles au sujet du contrat manqué d'EADS et les tensions à propos de la manipulation des marchés européens par Wall Street ne sont que les plus récents parmi une suite de conflits politiques et économiques importants entre l'Europe et son plus important partenaire économique, les Etats-Unis.

Au début du mois de février, les cercles politiques européens se sont montrés consternés par l'annonce par le Département d'Etat que le président Obama ne participerait pas à un sommet important de l'Union européenne prévu à Madrid au mois de mai prochain. Le 11 février, le parlement européen a voté contre un accord de transfert de données bancaires vers les Etats-Unis via le réseau Swift et qui aurait permis aux organismes de sécurité américains d'accéder aux données bancaires européennes. Les responsables américains ont été choqués de cette décision. On pourrait étendre le contentieux entre les partenaires transatlantiques et y inclure la guerre en Afghanistan, la politique de l'environnement et la réponse des Etats-Unis au tremblement de terre en Haïti.

D'autres conflits s'annoncent dans le domaine de la politique commerciale. L'Europe se prépare actuellement à signer un certain nombre d'accords commerciaux avec les pays asiatiques. Le commissaire européen au commerce résuma récemment la stratégie européenne en déplorant le fait que l'Europe avait été incapable de transformer son pouvoir économique en influence politique. Il énonça ainsi les priorités de l'Europe pour l'avenir proche : « l'Inde, le Canada, l'Ukraine, l'Amérique Latine, la zone méditerranéenne ont de grandes chances de dominer notre calendrier sur les deux prochaines années.... avec des discussions avec Singapour et le renouvellement de nos relations commerciales avec la Chine ».

La même course aux marchés et aux matières premières est menée par le grand patronat américain. Une confrontation de grande envergure entre les intérêts européens et américains est inévitable.

Pendant plus de cinq décennies suivant la seconde Guerre mondiale, un partenariat résolu entre les Etats Unis et l'Europe, sur la base d'une Amérique forte et d'une Europe faible a constitué le soubassement d'une relative stabilité de l'occident. Ce partenariat se défait rapidement. La locomotive industrielle américaine de l'après-guerre est depuis longtemps en déclin et l'Europe, sous la direction de l'Allemagne et de la France, fait de plus en plus jouer son muscle politique et militaire.

Le protectionnisme et la guerre commerciale constituent invariablement la réponse des principales puissances capitalistes à l'approfondissement de la crise. Ceux qui mènent la claque pour une telle politique ce sont les syndicats et les bureaucraties sociales-démocrates. Leur promotion du nationalisme économique est inséparable de leur soutien aux mesures d'austérité brutales prises contre la classe ouvrière par leurs gouvernements respectifs.

Les fractures qui ont conduit à deux guerres mondiales au cours du siècle dernier sont toujours là. Le seul moyen d'empêcher la guerre commerciale de se changer une fois de plus en conflit armé entre nations est une mobilisation et une unification indépendantes de la classe ouvrière sur la base d'une perspective internationaliste.

Wsws15 mars 2010

L'insécurité revue à la hausse à Port-Au-Prince

Dans un communiqué émanant du Conseil Exécutif de l'Université d'Etat d'Haïti le jeudi 18 mars dernier dans lequel le conseil a exprimé sa profonde douleur, nous avons appris la disparition tragique de la directrice adjointe des ressources matérielles de l'UEH Mme Hyacinthe Boursicot. Cette dernière a été criblée de plusieurs balles à la nuque par des voyous armés qui ont emporté son sac. La victime a succombé à ses blessures quelques heures après l'attaque.

D'un autre côté dans l'après-midi du mardi 16 mars 2010, près de la station d'autobus de Port de Paix, centre ville, deux policiers agents-1 de la PNH, Richardson Adam et Edouard Enzo, affectés au commissariat de Delmas et un autre individu non identifié ont été abattus de plusieurs balles par des bandits armés. Les deux policiers, en civil notamment, se trouvaient à bord d'une voiture Toyota immatriculée AA22190. Par ailleurs, toujours le mardi 16 mars 2010, des criminels sans foi ni loi ont incendié les restes du site du palais de justice de Port-Au-Prince. Selon le greffier Joseph Pierre Louis répondant aux questions de Radio Kiskeya, les dossiers du juge d'instruction et les registres de la cour d'appel qui se trouvaient au palais de justice, effondré lors du tremblement de terre du 12 janvier dernier, ont disparu. Rappelons que le palais de justice logeait le tribunal de première instance de Port-Au-Prince, la cour de cassation et la cour d'appel. Cependant, on a quand même trouvé sous les ruines du bâtiment certains dossiers qui sont provisoirement préservés au parquet de Port-Au-Prince.

En outre, toujours dans la soirée du mardi 16 mars 2010, à Lilavois 37, Plaine du Cul de Sac, Port-Au-Prince, un policier agent-2 de la PNH a été descendu par des bandits armés dont l'un d'entr' eux a été éliminé par d'autres policiers de la patrouille qui avaient riposté.

Jackson Rateau

Reconstruction Leadership

Suite de la page (9)
responded peevishly, "*but I don't accept that they say that it is the government, that is the executive, the chief of state, the prime ministers, the ministers who are corrupt.*"

To conclude, Préval pointed to his good conduct in following foreign economic dictates: "*Either the international community and the financial institutions don't know what their doing or else they are complicit with the Haitian government when they decide to reward Haiti with debt relief*" for its "*responsible*" austerity measures of cutting state jobs and privatizing state enterprises.

Furthermore, Préval, a former agronomist, said he wants to see most reconstruction aid go to rebuilding the infrastructure for reinvigorating Haitian agriculture, which has dramatically shriveled over the past two decades of neoliberal assault. However, people like Guatemalan diplomat Edmund Mulet, the acting head of the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), has pooh-poohed such notions. Mulet has insisted that emphasis must be put on building assembly industry sweatshops around Haiti where U.S. manufacturers can take advantage of Haiti's $3 a day minimum wage. (Once again, Préval may feel betrayed because he took the political hit for vetoing the $5 daily minimum wage and ramming through the $3 one.)

In recent days, the U.S. mainstream press, spoon fed by White House handlers, has berated the Haitian government for foot dragging on setting up new sites to relocate the 1.2 million people living in about 460 "spontaneous" camps in Port-au-Prince, Gressier and Léogane.

The battle here is for control Haiti's reconstruction, which could net quasi-official Pentagon-linked contractors like Halliburton, Dyncorp, and Brown & Root billions of dollars. When Haitian officials say they want to guide Haiti's reconstruction, they are getting in the way. They don't know what's good for them.

But, again, this is the Obama age. So there is plenty of dissimulating going on.

Let's take Mulet for instance. He and others have noted how weak the Préval government is. But Haitian officials have pointed out that Washington and the UN have sabotaged the Haitian state for decades, and, again according to the AP, "*the top U.N. official in Haiti said the country's leaders are right: For half a century, the international community has kept Haiti's government weak and unable to deal with disaster by ignoring officials and working with outside organizations."We complain because the government is not able to (lead), but we are partly responsible for that," said [...] Mulet. Worse, the patchwork of roughly 900 foreign and thousands more Haiti-based NGOs do not coordinate, take on too many roles and swarm well-known neighborhoods while leaving others untouched — doing what Mulet called 'little things with little impact.'*"

But really the prize for dissimulation has to go to the pioneer of the modern political double-speak, Bill Clinton. As the AP again notes, Clinton "*publicly apologized this month for championing policies that destroyed Haiti's rice production. Clinton in the mid-1990s encouraged the impoverished country to dramatically cut tariffs on imported U.S. rice. 'It may have been good for some of my farmers in Arkansas, but it has not worked. It was a mistake,' Clinton told the Senate Foreign Relations Committee on March 10. 'I had to live everyday with the consequences of the loss of capacity to produce a rice crop in Haiti to feed those people because of what I did; nobody else.'*"

Despite this soul-baring, Clinton is still peddling factories, not fields. Playing a role similar to that of Léger-Félicité Sonthonax, the radical French commissioner sent to oversee the rebellious French colony of St. Domingue, Clinton has been very careful to posture as a servant of Haitian authorities rather than a proconsul.

So, during his Mar. 22 visit to Haiti with former President George W. Bush, Clinton payed lip-service to "*revitalizing Haitian agriculture,*" but the centerpiece of his Haitian recovery strategy is the HOPE II legislation, that will make it easier for US companies to assemble and export products from Haiti tax free. Clinton claimed the HOPE II will generate 100,000 new jobs in the medium term future. This was the same promise made and strategy used 30 years ago when Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier was Haiti's President for Life.

"*Many of us believe that immigration reduces the number of jobs available for U.S. citizens, while the same people often swallow the idea that building new industrial parks in Port-au-Prince will magically create jobs for Haitians,*" explained long-time activist journalist David L. Wilson in an article in the Monthly Review's March edition debunking the "sweatshop path to development" myth. "*The reality is exactly the opposite. If Haitian immigrants were stitching garments in New York or Los Angeles at jobs with standard wage rates, they and their dependents would be able to pay for decent housing and staples like food and clothing. This would stimulate job creation, and the new jobs would make up for the jobs the immigrants had taken -- as in fact happened in the past when the United States produced its own apparel in union shops. But if the same Haitians work in assembly plants in Port-au-Prince or in the FTZ near the Dominican border in Ouanaminthe, they have to accept wages at about one-twentieth the rate they would get in the United States. These workers are barely able to scrape by; their spending can do little to stimulate job creation either in Haiti or in the region as a whole.*"

In short, Préval's new-found courage and squeaks of protest are unlikely to develop into any significant resistance. However, he may pay consequences if he doesn't match his words with actions. This past week the National Network of Multiplying Organs of the Lavalas Family (RONMFL) issued a statement calling for Préval and Bellerive to step down and be replaced by a provisional state council representing all national sectors. The group also called for a new provisional electoral council.

Thus Préval is feeling heat from both above and below. The weeks ahead will tell with which camp he will seek refuge: Washington or the Haitian people.

ERRATA

Dû à une erreur technique indépendante de notre volonté, un court segment de la lettre de Franck Laraque à Josaphat Robert Large le félicitant pour son roman «Partir sur un coursier de nuages», malencontreusement, n'a pas été imprimé. Nous reproduisons une partie de cette lettre parue dans notre numéro de la semaine dernière (17 au 23 mars 2010) mettant ainsi dans son contexte le segment en question. Il est en caractères gras. Toutes nos excuses à notre collaborateur et ami Franck Laraque.

La rédaction

Tu appelles notre attention sur des personnages humains coiffés d'un plus grand surnaturel: Gabéllus, Cyparis; sur des personnages de différentes sortes: le miroir, les éléments de la nature comme les vents, le volcan du Mont Pelée. Jetons un coup d'oeil **sur chacun d'eux.**
Gabéllus est à la fois, allumeur de la lune, marabout devin, médecin d'âme. Il avait prédit l'éruption du volcan du Mont Pelée du 6 mai 1902 mais personne n'en a tenu compte. Il a le même jour quitté la Martinique pour regagner sa demeure au village des Roseaux où il a retrouvé ses femmes et ses enfants abandonnés pendant dix ans. Personne n'a su comment. Guérisseur, houngan apprécié, il n'a pas tardé à se faire une clientèle et une grande popularité. Il se considère pourtant un philosophe qui ne discerne pas le réel du rêve, l'habitant d'un îlot qui glisse sur le temps. Le théoricien du concept de la couleur des vents.

Guantanamo

Suite de la page (14)
acceptable, mais dans son essence il n'y a pas eu de changement. La prédiction a consisté que ce serait cette politique qui allait se poursuivre et mon opinion est qu'il en a été fondamentalement ainsi.

AMY GOODMAN : Sur le mouvement anti-de guerre les EU …

NOAM CHOMSKY : Mon opinion, et elle n'est pas la plus répandue, c'est que le mouvement est plus fort maintenant que dans la décennie des années 60. En 1968 et 69 le mouvement a été très fort contre la Guerre du Vietnam. Mais il faut rappeler que cette guerre avait commencé en 1962 et qu'alors déjà environ 60,000 ou 80,000 personnes étaient mortes sous le régime de la marionnette des EU. Il n'y avait rien en 1962 au moment où Kennedy a déclaré la guerre ouverte, en envoyant la force aérienne nord-américaine pour qu'elle commence à bombarder le Viêt-Nam du Sud. Face à cela à l'époque les protestations étaient au niveau zéro.

Si nous comparons avec l'Iraq nous ne devons pas oublier que les manifestations avaient commencé avant même l'invasion. La Guerre des EU à l'Iraq a été horrible, ils ont probablement tué un million ou plus de personnes, ils ont détruit le pays, une destruction culturelle horrible s'est produite. Mais ça aurait pu être pire. Il n'y a pas eu lieu ce qu'on fait les EU au Vietnam. Il n'y a pas eu de saturation par les B-52 avec bombes chimiques et autres. Et je crois que nous le devons effectivement aux manifestations réalisées par le mouvement anti-guerre. La population d'aujourd'hui est plus civilisée. Nous disons que ce fut une des tristes leçons des années 60.

AMY GOODMAN : Sur Guantanamo

NOAM CHOMSKY : Si tu veux faire partie du monde civilisé et si tu veux réduire les pressions du mouvement extrémiste arabe, juge-les dans un tribunal civil. [...] Le fait de ce qu'ils sont dans Guantánamo est déjà inouï. En premier lieu: qu'est-ce qu'est Guantánamo ? C'est un territoire enlevé à Cuba il y a un siècle sous la menace d'un pistolet. Ils ont dit, « ou vous nous donnez Guantánamo ou préparez-vous.. ». Cuba était sous occupation militaire. On parle d' « un traité » mais tu sais tout cela – Bien. Et le traité de Guantánamo, s'ils veulent l'appeler ainsi a permis l'établissement d'une base pour la Marine. Et comme on le sait ce n'est même pas à cet usage qu'ils la réservent.

Elle a été employée pour retenir les réfugiés haïtiens, ceux qui fuyaient des régimes dictatoriaux appuyés par les EU. Ils arrivaient là parce que le gouvernement nord-américain ne leur octroie pas d'asile politique en alléguant qu'ils étaient seulement des réfugiés économiques. Les garde-côtes essayaient de les arrêter et s'il y en a qui arrivait à passer, ils les envoyaient vers Guantánamo. Maintenant quel emploi font-ils de cette base?

En réalité, la Base de Guantánamo est utilisée pour créer des terroristes. Ce n'est pas mon opinion, c'est l'opinion des principaux spécialistes des EU, comme Matthew Alexandre, qui a écrit un article à ce sujet. Il a dit que c'est la méthode parfaite pour créer un terroriste. Elle inspire le terrorisme de tous côtés et change beaucoup de personnes en terroristes. La majorité de ceux qui sont dans Guantánamo ce sont des enfants de 15 ans que les marines ont pris avec une carabine à la main, quand les troupes des Etats-Unis envahissaient leurs pays, et bon: qu'est-ce qu'ils espéraient ?

Traducción: Margarita Alarcón Perea, de Cubadebate et traduit en français par Danielle Bleitrach Democracy Now 15 Mars 2010 Changement de société 17 Mars 2010

Occupation

Suite de la page (7)

concernant. Ces militaires auraient en effet obtenu des faveurs sexuelles en échange d'argent, notamment de la part de jeunes filles mineures. Vous avez dit sécurité ?

En six ans de présence onusienne en Haïti, aucune structure sérieuse n'a été mise en place et l'espoir d'un lendemain meilleur ne trouve sa justification que dans leur discours d'autolégitimation et d'autosatisfaction aussi arrogant que menteur.

Au lendemain de la catastrophe du 12 janvier 2010, la MINUSTAH n'a mobilisé vers la capitale en détresse aucune de ses troupes basées pour la plupart sur les plages de province. A Port-au-Prince même, pendant les douloureuses 72 heures suivant le séisme, je n'ai vu aucun policier ni soldat de la MINUSTAH à l'œuvre. Ils sont restés les bras croisés lorsque dans cette course contre la montre il fallait vite creuser et sauver des vies humaines. Cette occupation déguisée en mission humanitaire ne coûte pas moins de 600 millions de dollars par an. On imagine aisément combien d'hôpitaux, d'écoles, de routes et d'adductions d'eau on pourrait faire avec un tel budget si nous, les Haïtiens, avions le pouvoir de remplacer ces « experts internationaux » et ces généraux par des ingénieurs et des médecins.

Contrairement à une opinion généralement admise, en matière de corruption, de projets insensés et de détournement de fonds, les Haïtiens ne sont que de piètres apprentis. La plupart de ces prestigieux organismes internationaux sont nos maîtres et les leçons coûtent douloureusement chères.

Si une solution haïtienne à la crise n'est pas mise en œuvre, le futur d'Haïti risque de se jouer dans les jours qui suivent, en dehors d'Haïti et contre les intérêts des Haïtiens au lieu de se jouer par et pour nous. Cette solution consiste d'abord à s'assurer que l'international respecte ses limites d'intervention. Même dans la détresse, la souveraineté nationale n'est pas négociable.

L'aide massive internationale doit être soumise à un leadership haïtien responsable, redevable de comptes aux donateurs et punissables devant la loi. L'aide doit être adaptée, et répondre aux besoins et aux demandes locales. Les Haïtiens doivent pouvoir décider s'ils ont besoin de 12 000 marines US ou de 12 000 médecins et secouristes au lendemain d'un tremblement de terre. A mi-chemin entre le pays de MONROE et l'Amérique du Sud qui se veut désormais bolivarienne, le pays peut se retrouver encore une fois au milieu des conflits géostratégiques et la catastrophe haïtienne risque de servir de tremplin aux puissances « amies » d'Haïti et à leurs ambitions douteuses.

La charité, aussi désintéressée soit-elle, aussi généreuse soit-elle, entraîne souvent des effets pervers. Les Haïtiens ne doivent pas perdre de vue qu'à long terme, l'aide doit nous « aider à nous passer de l'aide ».

L'aide humanitaire, si elle est sérieuse et honnête cette fois, doit commencer par l'annulation inconditionnelle de la dette d'Haïti. Il s'agit de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement durables (CADTM). Certaines contraintes imposées au peuple haïtien par les institutions financières internationales dans leur logique implacable du profit font autant de dégâts à long terme qu'un tremblement de terre de magnitude 7.3. Il faut envisager le retrait des plans d'ajustement structurels meurtriers qui consistent entr' autres à rendre l'Etat encore plus vulnérable et ouvrent la porte aux sociétés transnationales privées. Ou encore, abolir l'accord de partenariat économique (APE) imposé par l'Union Européenne à Haïti en 2008 qui instaure entr' autres la libéralisation totale des mouvements de capitaux et de marchandises. En somme, nous assurer que tous ces billets promis, si cela se concrétise pour une fois, ne soient pas des billets aller-retour.

Alors enfin, on pourra commencer à parler de reconstruction. La première chose qu'il faudra peut-être commencer à reconstruire est l'image du pays que l'on s'acharne à détruire en nous faisant passer pour un pays violent, entr' autres mythes rentables. Ce n'est pas avec pareille image faussée que nous allons attirer des touristes ou des investisseurs.

Avez-vous déjà vu un pays se développer grâce à l'aide humanitaire ?

Par ailleurs, si cette catastrophe nous apprend quelque chose, c'est sans doute la nécessité de décentraliser le pays. Commençons par décentraliser l'aide car les provinces non touchées directement par le séisme en subissent aussi les conséquences. Les donateurs étrangers de bonne foi doivent identifier et établir un pont avec les institutions locales et les organisations de base qui, préalablement à la crise, s'intéressaient déjà au sort des Haïtiens et ont déjà fait preuve de sérieux et d'efficacité sur le terrain, afin de les soutenir dans leur effort de développement en toute dignité.

Dans le cas contraire, tout porte à croire que dans dix ans, les gigantesques sommes d'argent qui sont en train d'être recueillies auront été dispersées en vain, entre corruption locale et internationale, projets inutiles et salaires d'« experts internationaux ». On nous blâmera alors à nouveau, nous les Haïtiens, pour notre « incompétence ».

Rolphe Papillon, Journaliste, ex-maire de Corail.
CADTM 15 mars 2010

Préval sous les décombres

Suite de la page (5)

de corruption généralisée. Comme au bon vieux temps duvaliériste, «*les fonds ne sont pas fiscalisés et dépendent uniquement de la présidence qui les utilise à sa guise. Les dilapidations de la bande à Préval sont connues. Les plus récentes sont les 197 millions de dollars dilapidés en 2008, puis les 163 millions de dollars disparus en un mois en 2010 dans des contrats de gré à gré avec des amis du pouvoir*», écrit Leslie Péan dont le peigne fin, dans un article paru dans Alter Presse (**15 mars 2010**), a ramené pas mal de crasse du gouvernement de Préval. L'homme-bambou est à présent presque seul sous les décombres de l'ingratitude, de la trahison et de la corruption. Sans doute la communauté internationale espère le tirer de dessous les ruines, le 7 février 2011, sans avoir besoin de lui amputer des membres devenus flasques et impotents à force de s'être prêté à «*la contingence de la laideur dans son élément insaisissable et asymétrique*» (Leslie Péan, ibid).

Puis vint cet après-midi apocalyptique du 12 janvier 2010. Miraculeusement échappé à l'effondrement du Palais national dont les décombres recouvrent l'incompétence, l'inconscience et l'inhumanité de Préval à vraiment prendre en main «les destinées de la nation» en un moment tragique de deuil et de désespoir national, Préval comme hébété par l'ampleur de la catastrophe sismique et de son incompétence, prend le parti d'aller solliciter l'aide extérieure, de conférence en conférence dont celle importante de Cancún, sans même avoir honte de faire face à Chavez et aux autres du groupe Petro Caribe qui doivent encore attendre des explications à propos de la dilapidation de tant d'argent parti en fumée de corruption pour aller garnir les comptes en banque des amis du pouvoir. De *bim* en *banm*, l'homme-bambou finit par aller se planter à la source même, là où l'on verse avec mépris dans la sébile de mendiants moralement débiles, sans aveu et sans avenir. Le rusé Obama le reçoit le mercredi 10 mars courant. La veille, la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton avait reçu Monsieur et sans doute lui avait passé un savon.

De retour en Haïti, Préval a reçu de plein fouet un gros boulet en provenance de Washington. C'est le Département d'Etat qui dans son rapport annuel sur les droits humains, dénonce *« l'impunité dont jouissent des représentants du pouvoir alors que leurs pratiques sont intimement liées à la corruption... Le gouvernement haïtien n'applique pas la loi de manière effective et ses représentants sont fréquemment impliqués dans des pratiques de corruption restées impunies*». Alors, Préval a vu rouge. Comme un taureau il a foncé : « *Je ne prétends pas qu'il n'y ait pas de corruption en Haïti, mais ce que je n'accepte pas c'est que l'on dise que le gouvernement, c'est-à-dire, l'Exécutif, le chef de l'Etat, les premiers ministres, les ministres sont corrompus*…»

Se sentant abandonné ou même trahi, mais certainement «**accumulé** au pied du mur» (pour reprendre un loustic québecquois) par ses patrons Préval a éructé : «*Ou bien la communauté internationale et les institutions financières ne savent pas ce qu'elles font, ou bien elles sont complices du gouvernement haïtien quand elles décident de faire bénéficier Haiti du programme de soulagement de la dette des pays les plus endettés*». Sous le poids des décombres de l'ignominie, *nèg lan mande anraje*. Préval commence à se sentir seul. Et je soupçonne que le temps n'est peut être pas très loin lorsque les rats jouisseurs commenceront à quitter le navire de la débâcle prévalienne. Alors, là, l'homme sera vraiment seul sous les décombres.

C'est là que la vie aura emmené Préval, au plus bas de la déchéance politique : accusé de partout de corruption et de *soutirè* de corrupteurs et de gens corrompus, même par ses protecteurs à Washington pour qui l'homme-bambou est devenu comme encombrant. Préval n'a qu'à s'en prendre à lui-même si aujourd'hui il est, à l'image de «son» palais, sous les décombres.

Urgence

Suite de la page (7)

une multitude de propriétaires. Un vrai travail de reboisement - la FAO appuie le projet gouvernemental de planter 10 millions d'arbres, de préférence fruitiers. Encore faudrait-il s'attaquer au marché du charbon de bois, véritable raison pour laquelle on a massacré les forêts, et promouvoir dans les villes une énergie de substitution (le gaz). Mais il y a tant d'autres archaïsmes à combattre.

En initiant, l'an passé, une première distribution de houes, pioches et machettes, la FAO a anéanti, sans le savoir, un système proche du féodalisme. N'ayant jamais gagné assez d'argent pour s'acheter leurs outils de travail, pas plus que leurs parents ou leurs aïeux, des paysans les empruntaient au grand propriétaire du coin, qui, en échange, par journée de prêt et par instrument, exigeait deux jours de travail sur ses propres terres. Le propriétaire se garantissait ainsi une main-d'oeuvre gratuite.

Et l'ouvrier, par manque de soins sur sa parcelle, ne parvenait jamais qu'à une récolte infime, lui interdisant le moindre investissement. La distribution d'outils a bouleversé la donne. Les propriétaires doivent désormais rémunérer la main-d'oeuvre nécessaire sur leurs terres. Et le petit cultivateur est en position de négocier sa force de travail. Il est devenu prestataire de services. Et ça change tout.

Envoyée spéciale du Monde en Haïti.
Le Monde 17 mars 2007

Terrorisme

Suite de la page (13)

Maduekwe a par ailleurs dénoncé une politique américaine de "deux poids deux mesures", citant le cas de Richard Reid, le Britannique accusé d'avoir voulu faire exploser un vol Paris-Miami en décembre 2001, qui n'avait pas valu à la Grande-Bretagne de figurer sur une telle liste. Plus tôt mardi, le ministre nigérian de la Justice Michael Aondoaaka avait annoncé qu'Abuja allait demander à Washington d'être retiré de la liste, arguant que le Nigeria n'était "pas un pays terroriste".

"On ne règle pas cela avec des listes noires"

Enfin, la Syrie a également dénoncé les mesures prises par Washington dans une interview donnée mardi par son ministre de l'Information Mohsen Bilal à l'agence officielle argentine. "On ne règle pas cela avec des guerres, des scanners et des listes noires", a dit Mohsen Bilal à l'agence Télam. "Ces mesures ne sont pas un véritable remède à ce fléau qui nous menace, qui n'a ni religion, ni nationalité et qui est condamné partout", a-t-il dit. Le ministre syrien propose à la place une conférence internationale. "Nous étions tous à Copenhague pour nous pencher sur le problème du climat", a-t-il dit, ajoutant : "Il faudrait un nouveau Copenhague pour cerner ce problème".

Nouvel observateur 8 janvier 2010

Votre système digestif (suite)

Par Dòk Fanfan

La semaine dernière a été présentée une vue d'ensemble du «système digestif» (SD): les organes qui le composent et leur fonctionnement. Cette semaine, nous abordons chacun de ces organes et les principales maladies correspondantes. Nous commençons avec l'œsophage: sa structure, sa fonction, et deux de ses pathologies (maladies) majeures, l'oesophagite par reflux et le cancer de l'œsophage.

L'Oesophage

I. Structure et fonction

L'oesophage est un tuyau musculaire reliant la bouche à l'estomac d'environ 25-30 cm de longueur. La nourriture est propulsée à travers ce tuyau vers l'estomac à une vitesse de 1 à 4 cm par seconde grâce à des mouvements rythmiques en forme de vagues de la paroi musculaire. L'œsophage est séparé de l'estomac par le sphincter oesophagien inférieur. Ce sphincter (un anneau musculaire) s'ouvre pour laisser passer le bol alimentaire dans l'estomac; à l'état de repos, il est totalement fermé, empêchant le liquide gastrique de remonter dans l'œsophage.

II. Oesophagite de reflux

Dans certaines conditions le tonus de l'œsophage au repos diminue, ce qui permet alors au suc (liquide) gastrique de remonter dans l'œsophage. La muqueuse (surface interne) œsophagienne est ainsi exposée à l'acidité de ce suc, ce qui se manifeste dans environ 30-40% des cas par des brûlures de l'estomac dues à une inflammation, aiguë ou chronique, **l'oesophagite de reflux**. Sur une longue période de temps, l'oesophagite non traitée peut causer des changements de la muqueuse oesophagienne considérés comme précancéreux («oesophagite de Barrett»).

1. Facteurs de risque pour le développement d'un reflux:

(1) Tabagisme (ensemble de troubles causés par l'usage immodéré du tabac).

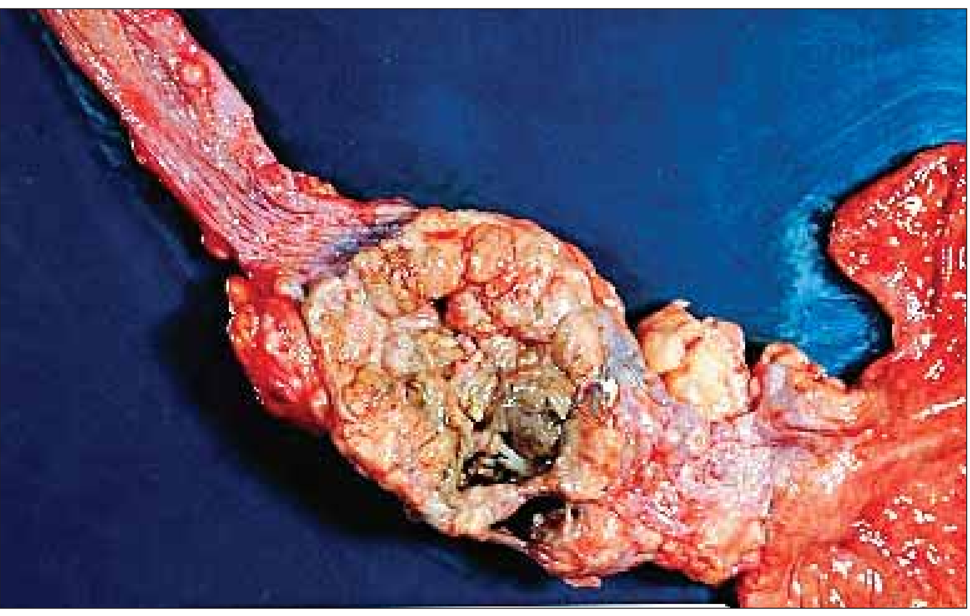
(2) Certains médicaments entraînant une diminution du tonus du sphincter oesophagien inférieur.

(3) Vêtements trop serrés.

(4) Repas lourds et copieux, pris peu de temps avant le repos nocturne.

(5) Alimentation riche en graisses.

(6) Consommation d'alcool, particulièrement d'alcool fort.



Pièce opératoire montrant: l'oesophage de calibre normal (à gauche et vers le haut), à droite la surface interne de l'estomac, et au milieu une énorme tumeur, bosselée, déformant la partie inférieure de l'oesophage.

(7) Surcharge pondérale importante.

2. Symptômes

Des signes caractéristiques de la maladie de reflux sont des douleurs rétrosternales ou/et des douleurs prenant leur origine au milieu de la partie supérieure de l'abdomen et irradiant derrière le sternum. Les douleurs se manifestent souvent quelques heures après le repas ou pendant la nuit, lorsque le sujet se trouve en position couchée. Parfois, la consommation de liquides acides – jus de fruit, vin, vinaigrettes – provoque l'apparition des douleurs.

3. Traitement

Lorsque les symptômes de reflux (brûlures d'estomac, éructations acides) sont rares et de faible intensité, des mesures simples suffisent:

(1) Arrêter la consommation de cigarettes et d'alcool.

(2) Diète amaigrissante en cas de surpoids

(3) Eviter le café et les plats fortement épicés.

(4) Préférer des petits repas plus fréquents et pauvres en graisses, ce qui réduit l'importance du reflux acide.

(5) Lutter contre la constipation.

(6) Surélever la tête du lit empêche le reflux durant la nuit.

Lorsque les symptômes de reflux sont fréquents, modérés ou sévères, un traitement de relative longue durée s'impose qui requiert l'emploi (1) des antiacides (ex. Mylanta): liquides alcalins ou comprimés qui neutralisent l'acidité du suc gastrique, ou (2) des inhibiteurs de la sécrétion acide, médicaments qui bloquent la sécrétion acide (ex. Prilosec, Prevacid), ou encore (3) des médicaments procinétiques qui accélèrent le passage du bol alimentaire à travers l'estomac.

III. Cancer de l'oesophage

1. Histologie (étude des tissus)

Les cancers de l'oesophage se développent à partir des cellules de la muqueuse (surface interne) oesophagienne. Les plus fréquents sont représentés par deux types histologiques: **les carcinomes épidermoïdes** (90% des cas) et **les adénocarcinomes**. Les premiers, d'origine non glandulaire, sont très souvent en relation avec la consommation d'alcool et de tabac; tandis que les seconds, d'origine glandulaire, situés plus bas dans l'oesophage, sont souvent liés à des lésions secondaires à un reflux gastro-oesophagien causant brûlures d'estomac chroniques avec remontées acides.

Le cancer peut se développer sur toute la hauteur de l'oesophage et apparaître comme un rétrécissement, une masse, ou une infiltration de la paroi de l'organe.

2. Les facteurs majeurs de risque:

le sexe: les hommes sont plus touchés que les femmes: 90 hommes /10 femmes. Chaque année, aux Etats-Unis, environ 13,000 hommes et 3,500 femmes développent un cancer de l'œsophage.

la race: l'adénocarcinome est plus fréquent chez les sujets de race blanche, tandis que le carcinome épidermoïde touche plus souvent les sujets de race noire.

l'âge: les cancers de l'oesophage concernent davantage les personnes de plus de 50 ans. le tabac et l'alcool sont des facteurs de risque majeurs particulièrement pour les cancers épidermoïdes de l'oesophage.

un reflux gastro-oesophagien, à l'origine d'une irritation/inflammation prolongée de l'œsophage par l'acide gastrique provoquant une «oesophagite de Barrett».

3. signes et symptômes:

La dysphagie est généralement le premier symptôme à apparaître. C'est une difficulté à avaler les aliments, avec impression de blocage rétrosternal. Elle évolue en quelques semaines, associée à un **amaigrissement** important. La dysphagie est progressive: d'abord pour les solides, puis les aliments pâteux, enfin les liquides, et elle s'aggrave rapidement.

La toux, des douleurs abdominales, des vomissements de sang, des douleurs dans le dos ou les os, de la fatigue, sont des signes et symptômes additionnels. Intermittents au début, ils doivent inciter à voir un médecin, tôt.

4. diagnostic et traitement

Le diagnostic sans équivoque ne peut se faire que par une biopsie.

Le traitement dépend de plusieurs facteurs dont: la localisation exacte de la tumeur, son degré de pénétration de la paroi oesophagienne et son extension aux organes avoisinants y compris les ganglions.

Le traitement du cancer de l'œsophage repose avant tout sur **la chirurgie**. L'intervention consiste en une résection du segment de l'œsophage porteur de la tumeur ainsi que des portions adjacentes de l'œsophage. Le rétablissement de la longueur du tube digestif est obtenu en faisant remonter l'estomac dans le thorax. Quand il existe une contre-indication à l'intervention chirurgicale, le traitement comporte une destruction de la tumeur par utilisation du laser, ou la mise en place d'une prothèse oesophagienne, ou encore des dilatations de l'œsophage par endoscopie.

La radiothérapie, la chimiothérapie ou leur association ont des indications qui se discutent au cas par cas, d'autant que les effets secondaires peuvent ne pas être négligeables.

5. Pronostic:

En général le pronostic du cancer de l'œsophage est très mauvais parce que trop nombreux sont les patients diagnostiqués à un stade avancé de la maladie. Toutes formes confondues, la survie de 5 ans pour les patients atteints d'un cancer de l'oesophage est inférieure à 5%. L'envahissement ganglionnaire joue un rôle important. En présence de métastases, la survie de 5 ans est nulle.